



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2543
28 avril 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

**Le Pen est une ennemie
des travailleurs**

**Macron est un homme
du grand patronat**

**Quel que soit l'élu,
il faut préparer
la riposte ouvrière**



Le Pen, ennemie des travailleurs! Macron, homme du grand patronat!

«Ainsi donc, le second tour de cette élection présidentielle, celui qui est décisif pour désigner le président de la République, opposera Marine Le Pen et Emmanuel Macron. D'un côté, la figure de proue de l'extrême droite, héritière des idées racistes et xénophobes de son père et de toute une lignée qui remonte aux défenseurs de l'Algérie française, à l'OAS, voire bien au-delà, et, de l'autre, un serviteur émérite de la grande bourgeoisie, successivement dans la haute finance et dans la politique.

Marine Le Pen, cette bourgeoise, qui se pose en défenseuse des pauvres et des orphelins pour gagner des voix du côté des classes populaires victimes de la crise, servirait sa classe de privilégiés aussi fidèlement que ses prédécesseurs à l'Élysée, mais de façon plus autoritaire encore.

Elle a accédé au second tour avec les votes d'une partie de l'électorat populaire. L'influence électorale du FN résulte des déceptions légitimes du monde du travail à l'égard des grands partis de gauche, PS et PC, qui ont prétendu gouverner dans son intérêt mais qui n'ont cessé de le fouler aux pieds.

Contre le chauvinisme

Le chauvinisme, la méfiance envers l'étranger que les grands partis de gauche ont substitués au fil du temps aux idées de lutte de classe et à l'internationalisme, recyclés de façon exacerbée par le FN, affaiblissent déjà le monde du travail aujourd'hui. Ils sèment des divisions mortelles entre Français et étrangers, entre travailleurs du privé et du public, entre travailleurs en activité et chômeurs.

Je m'adresse aux électeurs du monde du travail tentés par cette forme ultime d'électoralisme qui consiste à voter pour le FN sous prétexte qu'il n'a jamais gouverné, pour leur dire: vous vous

affaiblissez vous-mêmes en cherchant l'ennemi du côté de vos frères de classe d'autres origines. Cela dissimule vos véritables ennemis, ceux qui siègent dans les conseils d'administration des groupes industriels et financiers, qui vivent à Neuilly ou dans le 16^e arrondissement de Paris et qui attaquent nos conditions d'existence. Mais, au deuxième tour, on n'en est même plus là. Voter pour Le Pen, cela peut contribuer à l'installer au pouvoir. C'est l'ensemble du monde du travail qui le paiera.

Un pouvoir dirigé par Marine Le Pen foulera aux pieds plus fortement encore que ses prédécesseurs les droits et les libertés élémentaires du monde ouvrier. Elle affirme déjà qu'elle s'en prendra aux catégories les plus vulnérables des travailleurs immigrés, puis mettra en cause leurs enfants même nés en France. Elle s'en prendra aux syndicats pas assez dociles, aux associations qui lui déplaisent, comme le font déjà, à leur échelle, les municipalités Front national.

Les travailleurs conscients doivent rejeter le vote pour Marine Le Pen!

Mais Macron, cet ancien banquier ministre, est tout autant un ennemi de la classe ouvrière que Marine Le Pen. Malgré la brièveté de son passage au gouvernement, il a eu le temps d'en faire la preuve avec la loi qui porte son nom et qui étend le travail du dimanche, et avec la loi El Khomri qu'il aurait voulue plus dure encore.

Au premier tour, il a été, avec Fillon, celui qui annonçait son intention de supprimer des postes dans les services publics, alors même que le chômage est déjà catastrophique et que les services publics, du système hospitalier à l'éducation, se dégradent faute de personnel et de moyens.

Macron, faux rempart

Emmanuel Macron se posera en rempart contre le FN. C'est un mensonge. Dévoué qu'il est aux

intérêts des classes possédantes, il ne fera rien contre la colère qui monte dans les classes populaires et que détourne Marine Le Pen. Le FN ne pourra que se renforcer avec Macron comme président.

Fillon ayant été éliminé, il appelle avec la plupart de ses comparses à voter pour Macron. Le PS, de son côté, s'aligne sur la droite.

Pour notre part, nous ne participerons à aucun front républicain réunis-

sociale que la rapacité patronale finira par susciter.

Le camp des travailleurs

Je remercie de leur confiance celles et ceux qui m'ont apporté leur soutien et leurs suffrages et ont exprimé ainsi leur conscience d'appartenir au camp des travailleurs.

Ces électrices et électeurs constituent une minorité dans l'électorat. Mais ils ont contribué à ce que se manifeste, à

défendre ses intérêts de classe. Toutes ces femmes et tous ces hommes pourront alors former autant de noyaux dans les entreprises, dans les quartiers populaires, autour desquels pourront se regrouper bien d'autres, à la recherche d'idées et de mots d'ordre.

Nos idées ont porté bien au-delà de ce qui ressort des résultats dans les urnes. L'illusion du vote utile étouffe la prise de conscience naissante.



sant des politiciens de la droite extrême filloniste avec le PS.

Pour ma part, je voterai blanc en donnant à mon vote le sens d'un rejet de Marine Le Pen sans cautionner Emmanuel Macron.

Je ne suis pas propriétaire des votes qui se sont portés sur mon nom au premier tour. Une partie de mes électeurs voteront comme moi, en votant blanc. D'autres voteront blanc ou nul, en portant sur leur bulletin de vote une expression de leur protestation. D'autres choisiront peut-être de voter en faveur de Macron en croyant, à tort, qu'ils s'opposent ainsi à la montée du FN.

L'essentiel est de prendre conscience que, quel que soit le résultat du vote, les exploités, les retraités, les chômeurs auront un ennemi à l'Élysée. Ils ne pourront se défendre face au grand patronat qui, avec l'aide du gouvernement, s'en prendra de plus en plus violemment à leurs conditions d'existence, qu'en se retrouvant ensemble, demain, dans l'explosion

l'occasion de cette présidentielle, le courant communiste. C'est-à-dire le courant du mouvement ouvrier qui se revendique de la continuité avec ce que les expériences des luttes du passé ont produit de meilleur, de plus accompli: les idées communistes. C'est-à-dire la détermination non seulement à défendre les intérêts quotidiens du monde du travail dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société mais, plus encore, à œuvrer pour son renversement par l'action collective consciente des travailleurs.

Cette minorité entretient cette petite flamme qui représente plus d'espoir pour l'avenir de l'humanité que toutes les flambées électorales susceptibles d'allumer de faux espoirs avant de s'éteindre à l'épreuve de la réalité du pouvoir, c'est-à-dire de la dictature des grands groupes industriels et financiers sur la société.

Le camp des travailleurs pèse peu dans les urnes. Il n'en sera pas de même lorsque le monde des exploités se mettra en mouvement pour

Mais la vérité finira par se frayer un chemin, pour cette raison fondamentale que les idées de lutte de classe sont le reflet de la réalité sociale. Et cette réalité, la crise économique et la menace de son aggravation par un nouveau krach financier, poussera inévitablement le grand patronat à mener une guerre de plus en plus violente contre les exploités. Quel que soit le président, la classe capitaliste continuera à réduire encore les salaires, à rendre le travail toujours plus flexible, à aggraver le chômage et la précarité.

Au-delà de la défense de ses conditions d'existence, s'impose la nécessité pour la classe ouvrière de renouer avec son combat séculaire pour mettre fin au capitalisme qui, dans sa décadence, fait reculer la civilisation humaine. Par les guerres qu'il multiplie et le terrorisme qu'il suscite, il pousse l'humanité vers la catastrophe.

Les idées que nous avons semées aujourd'hui trouveront leur signification lorsque le monde ouvrier se mettra en mouvement pour refuser l'insupportable.»

Le Pen : démagogue et antiouvrière

Le Pen est la représentante d'une extrême droite viscéralement anticommuniste, hostile aux travailleurs qui luttent pour défendre leurs droits. Elle n'a jamais soutenu les mobilisations contre la loi travail au printemps dernier, ni aucune autre. Face à l'ex-banquier et ex-ministre Macron, c'est à bon compte que cette bourgeoise peut poser en « candidate du peuple ».

Invitée sur France 2 au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, Le Pen n'a pas craint d'affirmer : « Je n'ai pas envie qu'on dérégule le droit du travail, qu'on fasse cette casse sociale que veut Macron, par ordonnance : sans même un débat à l'Assemblée, il veut faire une loi El Khomri puissance 10. »

Pour s'attirer les suffrages populaires, elle se déclare en faveur d'un retour à la retraite à 60 ans et d'une augmentation du pouvoir d'achat des petits salaires. Mais ce sont des paroles creuses et mensongères. Il y a à peine dix ans, le FN était pour la retraite

à 67 ans et surtout Le Pen ne veut absolument pas s'en prendre aux profits des grandes entreprises ni réduire les dividendes versés à leurs actionnaires. Et faute de prendre l'argent où il se trouve, dans les caisses du grand patronat, les promesses de cette démagogue en direction des travailleurs ne valent pas mieux que celles de tous les autres politiciens.

Face à un Macron qu'elle présente comme le candidat de la mondialisation, Le Pen se veut la championne du protectionnisme et promet de fermer les frontières si elle est élue. Le protectionnisme n'a jamais

protégé les travailleurs, mais seulement, et encore, les intérêts des patrons locaux. Et, quoi qu'il en soit, Le Pen sait très bien que si elle est élue elle se conformera tout comme Macron aux choix du grand patronat et des banques.

Avec sa démagogie xénophobe et raciste, en proposant par exemple d'empêcher des enfants d'être scolarisés et des sans-papiers de se soigner, Le Pen désigne les étrangers et les migrants comme des boucs émissaires. Mais c'est une diversion pour éviter que les travailleurs ne s'en prennent aux vrais responsables du chômage et de la pauvreté que sont les capitalistes. En semant la division parmi les travailleurs, Le Pen sert uniquement les intérêts du grand patronat.

Si elle arrivait au pouvoir, Le Pen se soumettrait aux puissances de l'argent et mènerait une politique anti-ouvrière, tout autant

que les politiciens de droite et de gauche qu'elle dénonce aujourd'hui. Le pouvoir fort qu'elle veut mettre en place serait surtout destiné à mettre au pas les militants syndicaux et les travailleurs contestataires. Ceux qui parmi les travailleurs sont tentés d'apporter leur voix à Le Pen en croyant exprimer leur colère et trouver un « sauveur » ne font que renforcer

leurs pires ennemis.

Tous ceux qui ont à cœur de défendre les intérêts du monde du travail ne peuvent que combattre Le Pen et ses idées, lutter contre leur influence autour d'eux, dans les entreprises et les quartiers populaires, et au contraire préparer les travailleurs à demander des comptes à leurs exploités.

Marc Rémy



1^{er} mai : la journée internationale des travailleurs

Ce 1^{er} mai 2017, la journée internationale de lutte de la classe ouvrière se situe en France en pleine campagne électorale, entre les deux tours de l'élection présidentielle, qui sera suivie des élections législatives en juin. C'est dire l'inflation des promesses qui alimentent toutes les illusions électorales. Selon un discours repris de tous

côtés, c'est des votes que dépendrait l'avenir. Ce n'est certainement pas le cas pour la classe ouvrière.

L'avenir, pour les travailleurs, les chômeurs, les retraités, dépendra de leur capacité à reprendre confiance dans la force collective qu'ils représentent quand ils se mettent en mouvement pour défendre leurs intérêts de classe. Si la

journée de manifestations du 1^{er} mai a été décidée par l'Internationale ouvrière il y a 128 ans, c'était justement pour affirmer l'unité de lutte de tous les travailleurs de cette planète, unis sur les cinq continents, affirmant le combat de la classe ouvrière comme le seul pouvant ouvrir une alternative au monde capitaliste.

Malgré les trahisons des partis ouvriers passés dans le camp de la bourgeoisie, les reniements et les tentatives de récupération, comme en France où on a transformé cette journée de lutte en fête du travail, le 1^{er} mai reste une date symbolique du combat de la classe des travailleurs contre l'exploitation et pour son émancipation. Et chaque année, dans bien des pays, les matraques, voire la mitraille, rappellent que les gardiens de l'ordre social n'ont pas oublié le caractère de cette journée de lutte.

Alors, face à tous ceux qui voudraient, sinon les faire taire, du moins faire disparaître leurs intérêts spécifiques derrière la défense de la France avec un grand F, c'est-à-dire les intérêts des capitalistes français, les travailleurs conscients ont tout intérêt à

se servir de ce 1^{er} mai pour lever leur drapeau. Ce drapeau est celui de leurs revendications propres, pour garantir à tous le droit à la vie. Cela commence par un emploi, un salaire ou une pension digne. Mais ce drapeau est aussi celui de l'émancipation sociale par le renversement de l'ordre capitaliste, celui de l'unité de tous les travailleurs du monde dans cet objectif, derrière le slogan de toujours du mouvement ouvrier : « Prolétaires de tous les pays, unissons-nous ! »

Lutte ouvrière appelle à manifester partout sur ces bases dans toutes les villes, et notamment à Paris où le cortège partira à 14h30 de la place de la République.

Paul Sorel

Un rendez-vous sera donné pour le départ du cortège de Lutte ouvrière. Consultez le site www.lutte-ouvriere.org



Fête de Lutte ouvrière

Marseille

Dimanche 14 mai

à partir de 11 heures

Parc des loisirs

de Valabre - RD 7

Gardanne

Au sommaire

POLITIQUE

Le Pen : vraie ennemie des travailleurs ;	
1 ^{er} mai : manifestons !	3
Macron : serviteur du patronat ; le PCF et le second tour	4
La droite après la défaite de Fillon ; la CFDT soutient Macron ; les attentats ; le tribunal de Roissy	5
Après le premier tour de la présidentielle	6-7

Les résultats de Nathalie Arthaud 6-7

DANS LE MONDE

Grande Bretagne : élections anticipées avant le Brexit	8
Israël - Palestine : soutien aux prisonniers palestiniens	8
Venezuela : l'opposition dans la rue	9
Tchéquie : le pouvoir fait la chasse aux homosexuels	9

IL Y A 50 ANS

Grèce 1967, le coup d'état des colonels 10

LEUR SOCIÉTÉ

Guyane : après l'accord du 21 avril ; des travailleurs encore en lutte	11
Manifestation pour les sciences	11
Lafarge ; Vivarte etc. L'austérité dans les hôpitaux	12

ENTREPRISES

GM&S ; TIM ; amiante	13
La Redoute ; EHPAD Opalines ; Conforama - Le Havre ; Isri	14

RÉVOLUTION RUSSE

La révolution étend son influence	15
-----------------------------------	----

LA FÊTE DE LUTTE OUVRIÈRE

le programme	16
--------------	----

Macron : un bon CV de serviteur du patronat

À la nouvelle de la présence de Macron au second tour en favori avec ses 24 %, les marchés financiers ont été euphoriques. Ce sont les banques qui ont connu les plus fortes hausses du CAC 40 : le Crédit agricole s'est envolé de 10,8 %, la Société générale de 9,8 %, BNP Paribas de 7,5 %. Au total, les trois groupes bancaires ont augmenté leur valeur boursière en une séance d'environ 13 milliards d'euros.

Il faut dire que, en plus d'être favorable au maintien de l'euro, Macron a, comme on dit, de bonnes références. Il a été en particulier banquier d'affaires en 2008 et associé gérant de la banque Rothschild à partir de 2010, payé à ce titre 2,4 millions d'euros durant 18 mois pour conseiller des gens beaucoup plus riches que lui dans leurs placements.

Gattaz, le président du Medef, s'est lui aussi réjoui du résultat du premier tour. Il a déclaré dans une interview à l'AFP : « Nous sommes aujourd'hui derrière le candidat Emmanuel Macron, en tout cas sur le plan économique et social. Il n'y a pas l'ombre d'une hésitation. » Et pour cause ! Durant la campagne, Macron a mis en avant des propositions qui ne peuvent que lui plaire : suppression des régimes de retraite dits spéciaux, suspension des allocations aux chômeurs qui refuseraient deux offres d'emploi, suppression de

120 000 fonctionnaires. Et, de toute façon, industriels et banquiers l'ont vu à l'œuvre de 2014 à 2016 comme ministre de l'Économie.

Durant ces deux années dans le gouvernement de Hollande, il a été à l'initiative de la loi antiouvrière qui porte son nom : généralisation du travail du dimanche, quasi-disparition des inspecteurs du travail, simplification des procédures de licenciements collectifs, renforcement

du rôle des juges professionnels au détriment des conseillers prudhommaux suspectés d'être trop favorables aux salariés.

On peut ajouter à ces états de service que celui qui se présente comme « l'autre visage de la politique française » en est pourtant le plus pur produit, ce que montre son itinéraire, depuis sa sortie de l'ENA en passant par ses fonctions d'inspecteur des finances en 2004, de rapporteur adjoint de la commission Attali en 2007, de secrétaire adjoint à l'Élysée en 2012, jusqu'à celles exercées en tant que ministre de l'Économie.

On peut faire confiance sur ce point aux représentants du grand patronat : ils savent reconnaître un des leurs.

Aline Rétesse



En première ligne contre les droits des salariés

Arrivé au gouvernement de Manuel Valls en août 2014, Macron s'est immédiatement attelé à la préparation d'un projet de loi que le Premier ministre a fait adopter par le Parlement à la veille du 14 juillet 2015, grâce à l'article 49.3. Macron a de plus annoncé qu'il s'autorisait à utiliser les décrets d'application de la loi pour modifier le Code du travail.

Cette loi, dite loi Macron, s'attaque à un certain nombre de protections des salariés prévues dans le Code du travail, comme les règles concernant le travail du dimanche, qui devient possible tous les dimanches et jusqu'à minuit dans les zones dites touristiques, très largement définies par le gouvernement. La loi facilite les licenciements économiques. Elle complique considérablement le recours des salariés aux Prudhommes, au point que le nombre de salariés qui ont recours à ces tribunaux a été réduit de 30

à 40%, voire plus selon les endroits. Elle abroge l'obligation pour les entreprises qui augmenteraient leurs dividendes deux années de suite de reverser une prime à leurs salariés.

La loi prévoyait la limitation des indemnités que les Prudhommes pourraient imposer aux patrons ayant abusivement licencié un salarié. Cet article de la loi a été retoqué par le Conseil constitutionnel et Macron s'est empressé de refaire sa copie pour inclure cette disposition dans une nouvelle loi s'attaquant encore davantage aux droits des

salariés, la loi Macron II de novembre 2016. Ce nouveau projet de loi a été abandonné par le gouvernement en faveur d'un texte que Hollande a jugé plus consensuel : le projet d'El Khomri ! Macron a cependant obtenu qu'une partie de ses idées figurent dans le projet de la ministre du Travail, comme le plafonnement des indemnités de licenciement accordées par les Prudhommes, présenté comme une recommandation.

Tout en soutenant la loi El Khomri, Macron estime que cette loi ne va pas assez loin. Entre autres, il veut légaliser le plafonnement des indemnités de licenciement et étendre la négociation au sein de l'entreprise à bien d'autres domaines que le temps de travail. Il veut tout simplement achever le démantèlement des droits collectifs des travailleurs.

Dominique Chablis

Le PCF et le vote Macron : jusqu'à la lie

Alors même que, au soir du premier tour, Jean-Luc Mélenchon repoussait l'échéance, Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, s'est précipité pour appeler à voter Macron au second tour. Le prétexte était tout trouvé : faire barrage à Le Pen. L'excuse est toujours la même : il n'y aurait plus que ce moyen...

Seulement, parmi les militants du PCF, le souvenir est encore frais de la politique de Macron au gouvernement, du mouvement contre la loi El Khomri, des multiples coups portés aux travailleurs. La honte d'avoir appelé à voter Bertrand ou Estrosi aux élections régionales est toujours vivace. Et même le sentiment d'avoir été trompés et d'avoir trompé les travailleurs en les appelant à voter Chirac en 2002 ressort. Ces agenouillements successifs devant des politiciens bourgeois n'ont évidemment servi à rien. Loin d'empêcher la montée des idées réactionnaires, ils ont conforté ceux qui croient que le FN est en dehors du système puisque tous les autres fricotent ensemble contre lui.

Pour faire passer l'amère pilule auprès de ses militants, la direction du PCF en rajoute sur la poussée de Mélenchon. L'Humanité va même jusqu'à la comparer au résultat de Duclos, dirigeant historique du PCF, candidat à l'élection présidentielle de 1969 où il recueillit plus de 21 % des suffrages. Ce résultat disait l'influence du PCF d'alors.

Le recul continu du PCF depuis lors a été certes mesuré par son recul électoral. Mais ce dernier n'était

que le reflet de son recul militant, de la perte progressive de son influence dans la classe ouvrière. C'est sur ce recul que les idées réactionnaires ont pu se développer parmi les travailleurs et, parmi elles, l'influence du FN. Les militants du PCF le savent parfaitement et le ressentent douloureusement. Le PCF d'aujourd'hui n'est plus que l'ombre de ce qu'il était en 1969. Se mettre à la remorque des politiciens socialistes a eu un effet, des postes de ministres, et un prix, la démoralisation et l'immense gâchis militant et humain qu'elle a entraîné.

Alors, le bluff de la direction du PCF ne trompe personne, et surtout pas ses militants ouvriers. Après avoir mis ses forces à la disposition d'un Mélenchon, le PCF se retrouve à chercher son sauveur suprême encore plus à droite et à faire voter Macron.

S'agit-il d'un simple réflexe électoraliste, ou cela cache-t-il de subtils calculs en vue des prochaines élections législatives ? Nul ne le sait, et peut-être même pas la direction du PCF elle-même, perdue qu'elle est dans sa recherche de la martingale électorale qui lui permettra de sauver quelques postes de députés et d'élus.

Paul Galois



Pierre Laurent, jusqu'où ira-t-il pour garder son écharpe ?

Après l'échec de Fillon : la droite bien mal en point

La nomination de Fillon à la suite des primaires de la droite avait certes occasionné un flottement dans les rangs des Républicains, mais le bateau n'avait pas encore coulé. Son élimination à la suite du premier tour de l'élection présidentielle s'apparente maintenant à un naufrage pour le « grand parti de la droite et du centre », comme ses dirigeants le nommaient.

Dès l'annonce des résultats, cela a commencé à s'agiter dans tous les sens au sein des dirigeants LR, et les divergences, pour ne pas parler de règlements de comptes, sont apparues au grand jour. Ainsi, Juppé ne s'est pas privé de lui envoyer que « la première raison de [leur] échec, c'est évidemment le candidat lui-même! »

La première fracture

concerne bien évidemment le second tour. Quelle attitude avoir face aux candidats restants? Fillon a immédiatement annoncé le soir du 23 avril qu'il voterait pour Macron afin de « faire barrage à l'extrême droite ». Mais une bonne partie de ses troupes semble avoir du mal à se mettre « en marche » derrière lui. Et, pour les plus réactionnaires et catholiques

militants, tels Christine Boutin ou les membres du groupe Sens commun, issu du mouvement La Manif pour tous, il est impensable de se tourner vers Macron; Boutin a même clairement indiqué qu'elle voterait Le Pen. Finalement, le bureau politique qui s'est tenu le 24 avril a décidé de ménager la chèvre et le chou en appelant les électeurs à faire battre Le Pen sans soutenir Macron.

Les Républicains subsisteront-ils comme le grand parti traditionnel de droite qu'ils ont été sous différents noms, et qui gouvernait en alternance avec la gauche? Cela dépendra maintenant en grande partie du résultat

des législatives. Mais là aussi, la marge pourrait être mince, entre d'un côté Le Pen grignotant leur électorat et de l'autre Macron pouvant faire de même. Bon nombre d'élus Républicains pourraient rechercher à se recycler pour se trouver un avenir politique d'un côté ou de l'autre.

Pour l'instant, rien n'est joué pour personne. Qu'en sera-t-il pour le parti républicain au-delà de la période électorale, entre les chefs de la droite dite traditionnelle,

les anciens chefs, et les petits nouveaux qui aimeraient bien les pousser vers la sortie? Le spectacle ne fait que commencer.

Marianne Lamiral

Fillon, ex-chien de Garde du CAPITAL



CFDT : en soutien à Macron... et aux patrons

Il n'y avait qu'un (petit) pas à franchir. De convergences en soutien ouvert, la direction de la CFDT a explicitement appelé à « battre la candidate du Front national, dimanche 7 mai, et donc à voter Emmanuel Macron au deuxième tour de l'élection présidentielle ».

Que le « donc » est admirable! Le sursaut démocratique appelé de ses vœux par la centrale consisterait à mobiliser le boulanger, la boulangère et le petit mitron pour soutenir le candidat plébiscité par une large fraction de la bourgeoisie et des milieux d'affaires. On ne pourrait rejeter Le Pen qu'en apportant son

soutien à celui qui a, à travers ses fonctions successives, accompagné les attaques légales contre le monde du travail, et ainsi favorisé la montée du Front national!

En fait, la direction de la CFDT écrit un paragraphe de plus à sa longue série de louanges à la politique patronale du gouvernement

Hollande, depuis les lois Macron jusqu'à la dernière mouture de la loi travail. Clairement, la centrale qui se veut « de proposition » a apporté depuis plusieurs années, apporte encore et apportera sans doute dans l'avenir son soutien au ministre, au candidat et peut-être prochain gestionnaire des affaires de la bourgeoisie.

Les patrons de grandes enseignes peuvent désormais concocter des accords sur le travail du dimanche, grâce à la manœuvre de la centrale qui les a signés à la place du

syndicat commerce de l'Île-de-France, qui y était opposé. De même, les attaques contre les retraites de base et les complémentaires n'ont rencontré chez les dirigeants CFDT aucune opposition. Les accords dits de compétitivité prévus chez Renault, pour réaliser des milliers de suppressions d'emplois et la montée en flèche des profits, ont été mis en place, à deux reprises, grâce à la complicité des dirigeants de la CFDT. Enfin, la nouvelle convention d'assurance chômage, prévoyant la baisse de l'indemnisation des chômeurs

âgés de plus de 50 ans, a été conclue selon les souhaits du Medef grâce au soutien actif de cette même direction CFDT.

Alors, quand Macron promettait de « redonner aux syndicats plus de place dans l'entreprise et dans la branche », il était l'homme qui parlait à l'oreille d'un tel syndicat... et qui recueille en retour son adhésion totale. Les syndiqués de la base, confrontés aux conditions de travail aggravées et aux cadences intenable, risquent de ne pas l'entendre ainsi.

Viviane Lafont

Attentats : ceux qui s'en servent

L'assassin d'un policier le 20 avril sur les Champs-Élysées est-il un terroriste islamiste, ou un déséquilibré habité d'une haine malade contre la police? Toujours est-il qu'il a ouvert un vrai boulevard aux candidats de la droite et de l'extrême droite, leur permettant de dérouler leur démagogie sécuritaire.

Fillon a vu des attentats partout. Le soir même, lors des « 15 minutes pour convaincre », il a affirmé que plusieurs attaques étaient en cours à Paris. Il persistait le lendemain, malgré les démentis de la police: « Ily a eu d'autres attaques hier soir. » Et il s'est présenté comme le champion de la lutte contre le « totalitarisme islamique ».

Quant à Marine Le Pen,

reprenant la revendication fantaisiste de l'attaque par Daech, elle a clamé: « Nous savons que l'État islamique a envoyé au moins un terroriste, (...) toujours dans la nature, donc le danger est maximum. » Et de répéter qu'il faut rétablir les frontières dans l'espace Schengen et expulser tous les étrangers fichés S.

Il n'y a eu qu'une attaque, l'assassin n'était pas fiché S et il est français? Qu'importe, du moment que cela permet à ces politiciens d'appeler à davantage de répression, de désigner le migrant ou l'étranger comme l'ennemi, et de diviser les travailleurs en fonction de leur origine ou de leur religion.

Vincent Gelas

Tribunal à Roissy : justice d'exception

Plusieurs associations humanitaires et syndicats, dont celui de la magistrature, ont demandé au ministre de l'Intérieur de renoncer à l'ouverture d'une salle d'audience sur l'aéroport de Roissy, chargée de juger les étrangers entrés en France en situation irrégulière.

Actuellement, les étrangers atterrissant à Roissy sans répondre aux critères exigés (absence de document d'hébergement, insuffisance de moyens financiers ou précédente interdiction d'entrée sur le territoire) sont conduits dans une zone d'attente située sur l'aéroport, la Zapi, en attendant que le tribunal statue sur leur sort, en l'occurrence le TGI de Bobigny. Pour éviter les allers-retours entre les deux endroits, le ministère de

l'Intérieur avait dès 2006 voulu délocaliser une salle d'audience au sein de la Zapi, motif pour lequel la Cour de cassation avait marqué son opposition. Mais en novembre 2016 le ministère de la Justice avait relancé le projet gelé trois ans plus tôt par Christiane Taubira, et la salle d'audience devait s'ouvrir d'ici la fin de l'été.

La justice doit en principe être rendue publiquement, et ce ne sera pas le cas si la salle est située à

l'intérieur de la zone de rétention. Or, « à partir du moment où elle se passe en vase clos, sans public pour venir assister au jugement, bien évidemment il y a des dérives », craignent les défenseurs. En outre, cela mettrait en place une « justice parallèle, une justice d'exception » réservée aux seuls étrangers, ce qui revient à les stigmatiser en les désignant comme étant a priori coupables.

« La France terre d'asile » tient plus que jamais de la légende hypocrite dès lors que les migrants sont parqués à leur arrivée, en attendant d'être expulsés en vertu d'un jugement rendu loin de tout regard.

M.L.

Après le premier tour de la présidentielle, un système politique ébranlé

L'élimination dès le premier tour des candidats des deux grands partis de la bourgeoisie qui se relaient au pouvoir depuis plus d'un demi-siècle symbolise et parachève l'effondrement du système d'alternance qui en France tient lieu de démocratie.

Les signes annoncia-tours se répétaient d'élection en élection depuis plusieurs années. Cette alternance, où la droite déconsidérée auprès de son propre électorat était relayée par une gauche qui menait la même politique, avant de se déconsidérer à son tour et de repasser le relais, ne pouvait fonctionner que tant qu'une grande partie de l'électorat faisait crédit au slogan habituel : Le changement, c'est maintenant.

Ce n'est plus le cas. L'accroissement de l'influence électorale du FN indiquait à sa façon le dégoût envers les partis traditionnels, et celui du nombre d'abs-tentionnistes le dégoût vis-à-vis des élections elles-mêmes.

Mais, le premier tour de la présidentielle à peine achevé, voilà que la nouvelle alternance est arrivée. C'est Marine Le Pen elle-même qui a utilisé cette expression, façon de dire à son électorat que l'heure de prendre le pouvoir au niveau national par le FN était en vue. Mais cela signifie surtout que l'organisation d'extrême droite apparaît comme la roue de secours de la démocratie bourgeoise et le dernier en date de ses avatars. Être écartée depuis tant d'années des combinaisons gouvernementales par les autres partis vaut à Le Pen 1 258 057 voix de plus que lors de la présidentielle de 2012. Elle accroît le nombre des électeurs du FN même par rapport aux régionales de 2015, déjà très favorables pourtant pour le parti d'extrême droite.

Restait l'autre terme de la nouvelle alternance. Il a été trouvé en la personne d'un jeune aventurier, formaté dans la haute finance et les cabinets de l'Élysée, propulsé sur le devant de la scène par les médias, c'est-à-dire par leurs propriétaires.

La comédie du fonctionnement démocratique dans la république bourgeoise peut reprendre ; de quoi relancer les discours sur le « vote utile » et pérorer sur le « front républicain », réunissant de la droite

extrême de Fillon jusqu'à la gauche du PS façon Hamon ; de quoi permettre de retrouver ses marques au vaste personnel politique que la bourgeoisie entretient pour occuper ces dizaines de milliers de postes et de positions. Ce sont elles en effet qui, des municipalités des grandes villes aux ministères en passant par le Parlement et toutes les institutions intermédiaires – départementales, régionales, etc. –, alimentent la vie politique en dissimulant le fait que le véritable pouvoir n'est pas dans ces institutions mais dans les conseils d'administration des grands groupes industriels et financiers.

Le système d'alternance gauche-droite entraîne dans son effondrement des partis issus il y a très longtemps du mouvement ouvrier, mais qui se sont mis depuis des décennies au service des institutions de la bourgeoisie.

C'est d'abord le cas du PCF. Non pas tant parce que le candidat qu'il s'est choisi, Mélenchon, n'a pas pu accéder au deuxième tour, mais par son choix de s'aligner derrière cet homme politique qui ne représente plus aucun lien, même lointain, avec le mouvement ouvrier, ni par ses idées, ni par son parcours de sénateur et d'ancien ministre, ni par la filiation revendiquée avec Mitterrand.

Voilà maintenant que c'est au tour du PS lui-même de s'effondrer, avec les 6,36% de suffrages recueillis par Hamon. Ce résultat dépasse à peine les 5,01% de Defferre en 1969.

Mélenchon a récupéré une partie de ces suffrages. Mais pas tout, loin de là. Ses bons résultats ne signifient pas une poussée à gauche. En 2017, les voix de Mélenchon (7 060 000 voix à peu près), ajoutées à celles de Hamon (2 290 000), représentent 9 350 000 électeurs. En 2012, les voix de Hollande additionnées à celles de Mélenchon en représentaient 14 256 000.

Si, parmi les cadres du PS, beaucoup ont choisi Macron, c'est le cas aussi de beaucoup d'électeurs de Hollande. Mélenchon,



Lors du meeting du 26 mars.

quant à lui, n'en a capté que moins de 3 millions.

La nouvelle alternance

L'arrivée en tête de Macron au premier tour a été saluée dès le lendemain par une envolée de la Bourse de Paris. La bourgeoisie n'avait certes pas grand-chose à craindre de quelque combinaison que ce soit pour le deuxième tour. Cependant, l'idée que puisse se mettre en place un exécutif partisan du retrait de la France de la zone euro, voire de l'Union européenne, n'arrange pas ses affaires.

Cet heureux dénouement pour le fonctionnement de la république bourgeoise risque cependant de n'être que momentané. L'élection de Macron au deuxième tour est certes à peu près assurée. Il reste cependant les législatives. Au lieu des deux grands blocs de l'alternance, s'affronteront alors quatre blocs d'influence électorale à peu près égale, avec des combinaisons nombreuses et aléatoires dans les 577 circonscriptions.

L'agitation prévisible au sein du personnel politique de la bourgeoisie pour se recycler dans cette nouvelle configuration, en laissant des places à de nouveaux venus, les rapports

imprévisibles entre le futur président de la République et la nouvelle Assemblée, rendront la situation politique instable. Au point de se transformer en crise politique grave ? Cela dépend infiniment plus de l'évolution de la situation sociale et politique que de l'agitation dans le personnel de la bourgeoisie.

Un trop-plein de partis de la bourgeoisie pour représenter ses intérêts...

Au lendemain des deux élections, présidentielle et législatives, la bourgeoisie continuera son offensive contre les travailleurs. La période électorale ne l'a d'ailleurs jamais arrêtée.

Il serait vain de spéculer sur la mesure ou la provocation patronale de trop qui finira par déclencher l'explosion sociale ; encore plus sur le rôle que l'instabilité politique pourrait y jouer.

Ce qui est certain est que, même s'il est largement élu grâce au « front républicain » réunissant dans une union sacrée allant de Fillon jusqu'à Hamon, Macron, en servant les intérêts du grand patronat, ne pourra désamorcer la colère qui monte. Il se déconsidérera sans doute

plus vite que Hollande. Il est parfaitement stupide de voir en Macron un barrage contre la montée du FN. Il en sera, au contraire, un catalyseur.

Le problème n'est pas dans la possibilité d'une explosion sociale ; il y en aura une tôt ou tard. Le problème est que la classe ouvrière soit armée pour une période de soubresauts sociaux qu'on peut difficilement imaginer autrement, du moins à ses débuts, que comme l'irruption multiforme de différentes catégories sociales frappées par la crise de l'économie capitaliste, avec des revendications dispersées.

La classe ouvrière est pour le moment peu préparée à une telle période. Les grands partis qui, dans le passé, se proclamaient ses dirigeants, le PCF en particulier, ont progressivement démolé sa conscience de classe pour y substituer des perspectives électoralistes dans le cadre du système capitaliste, avec des slogans nationalistes et protectionnistes.

... aux travailleurs de faire émerger les leurs

La question d'un parti représentant non seulement les intérêts matériels mais aussi les intérêts politiques de la classe ouvrière est la question

fondamentale de notre époque.

Voilà pourquoi nous plaçons toutes nos activités, y compris notre activité électorale, dans cette perspective. C'est la raison pour laquelle, si nous pouvons avoir des tactiques diverses dans les élections locales, régionales ou européennes, dans les élections présidentielles auxquelles nous avons participé, avec les candidatures successives d'Arlette Laguiller puis de Nathalie Arthaud, cela a toujours été au nom du camp des travailleurs : au nom de ses intérêts à court et à long terme, y compris et surtout au nom du rôle que seule la classe ouvrière consciente est à même de jouer dans la transformation révolutionnaire de la société.

Nous avons toujours refusé de noyer le caractère de classe de notre candidature dans un magma de revendications et d'objectifs divers émanant de diverses catégories d'opprimés, même lorsque ces objectifs et ces revendications étaient tout à fait légitimes.

Nous avons toujours refusé également d'en rester à la simple dénonciation. Les campagnes électorales dans toute démocratie bourgeoise servent de défouloir. La dénonciation de la politique menée par ceux qui sont au gouvernement, et dont d'autres voudraient prendre la place, en fait partie.

Dans la dénonciation, nous pouvons nous retrouver plus ou moins en accord avec Mélenchon, voire avec Hamon. Dans la dénonciation, nous pouvons nous retrouver côte à côte même avec des réformistes ou des associatifs plus ou moins sincères, voire des écologistes sur certaines questions. Il n'en va pas du tout de même quand il s'agit d'avancer un programme de lutte pour les travailleurs et d'utiliser les campagnes électorales afin de renforcer la conscience de classe des nôtres.

Le parti communiste révolutionnaire qui manque à la classe ouvrière ne peut surgir que si une fraction significative des travailleurs se met en mouvement, retrouve sa conscience de classe et fait émerger des militants incarnant cette conscience dans leurs entreprises, dans les quartiers populaires. Ce parti ne pourra se construire qu'autour d'idées et de perspectives

claires, c'est-à-dire autour des idées du marxisme, du léninisme, du trotskysme.

Le Parti bolchévique n'a pu devenir un parti dans lequel s'est retrouvé le prolétariat russe, et sur cette base postuler au pouvoir, qu'au travers des luttes et des épreuves politiques, notamment durant les six mois qui ont séparé la révolution de Février 1917 de celle d'Octobre 1917. Mais, pendant les longues années écoulées entre l'émergence de la tendance bolchévique et la révolution qui l'a portée au pouvoir, Lénine et ses compagnons se sont battus sur le plan des idées, dans des batailles qui ont pu apparaître absconses et totalement incomprises même par les révolutionnaires de l'époque.

Celles et ceux qui partagent ces idées sont aujourd'hui très minoritaires et à contre-courant. Mais, pour reprendre l'expression de Nathalie Arthaud dans sa déclaration le soir du 23 avril :

« Ces quelque 232 000 électrices et électeurs constituent une minorité dans l'électorat. Mais ils ont contribué à ce que se manifeste, à l'occasion de cette présidentielle, le courant communiste. Le courant du mouvement ouvrier qui se revendique de la continuité avec ce que les expériences des luttes du passé ont produit de meilleur, de plus accompli : les idées communistes ; la détermination non seulement à défendre les intérêts quotidiens du monde du travail dans le cadre de l'organisation capitaliste de la société mais, plus encore, à œuvrer pour son renversement par l'action collective consciente des travailleurs. »

Nous continuerons à agir pour renforcer ce courant, pour lui donner les armes politiques résultant des expériences des luttes prolétariennes du passé. C'est avec cette préoccupation que nous allons affronter les élections législatives à venir, en présentant des candidats dans toutes les circonscriptions. Ce sera une façon de continuer à « faire entendre le camp des travailleurs ». Mais ce sera aussi une façon de montrer que, pour minoritaire que soit le courant, il est présent partout dans le pays et que celles et ceux qui veulent rejoindre son combat peuvent apporter leur pierre à la construction du parti communiste révolutionnaire.

Georges Kaldy

Les résultats de Nathalie Arthaud

Avec 232 428 voix, les résultats de la candidate de Lutte ouvrière, Nathalie Arthaud, se maintiennent voire s'améliorent légèrement par rapport à ceux de 2012 (202 548 voix, soit 0,56 %).

Ces résultats ont sans doute pâti du réflexe dit de vote utile, en faveur de Jean-Luc Mélenchon, quand dans les dernières semaines les sondages ont laissé penser qu'il pouvait se qualifier pour le second tour. Avec 394 582 voix (1,1 %), le candidat du NPA, Philippe Poutou, a visiblement pâti lui aussi du vote utile Mélenchon.

À titre de comparaison, aux élections régionales de décembre 2015, les listes de Lutte ouvrière avaient recueilli 320 054 voix (1,5 %) dans les 13 régions où elles se présentaient.

Nathalie Arthaud a dit que les voix que nous recueillons pèsent plus dans le monde du travail que



dans les urnes. À notre échelle, cela se vérifie dans leur répartition géographique. Les départements aux résultats les plus faibles sont les plus aisés. À l'inverse, les départements aux meilleurs résultats sont souvent des départements très ouvriers, comme l'Aisne (0,96 %), les Ardennes (0,94 %), le Pas-de-Calais (1,04 %).

Ces résultats restent très

modestes, dans une situation où nos idées sont très minoritaires car à contre-courant, non seulement des idées protectionnistes, voire xénophobes, mais aussi du réformisme ambiant. Mais il est important d'être parvenus à toucher ne serait-ce que des minorités au sein des couches les plus populaires du pays.

Michel Bondelet

Département ou territoire	Voix	%
AIN (01)	1 842	0,57%
AISNE (02)	2 764	0,96%
ALLIER (03)	1 540	0,80%
ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE (04)	521	0,52%
HAUTES-ALPES (05)	411	0,47%
ALPES-MARITIMES (06)	1 729	0,29%
ARDÈCHE (07)	1 317	0,67%
ARDENNES (08)	1 378	0,94%
ARIÈGE (09)	557	0,60%
AUBE (10)	1 107	0,69%
AUDE (11)	1 195	0,56%
AVEYRON (12)	1 106	0,63%
BOUCHES-DU-RHÔNE (13)	4 114	0,39%
CALVADOS (14)	3 099	0,77%
CANTAL (15)	692	0,76%
CHARENTE (16)	1 651	0,83%
CHARENTE-MARITIME (17)	2 576	0,67%
CHER (18)	1 630	0,94%
CORRÈZE (19)	1 051	0,72%
CORSE-DU-SUD (2A)	218	0,30%
HAUTE-CORSE (2B)	277	0,34%
CÔTE-D'OR (21)	1 795	0,63%
CÔTES-D'ARMOR (22)	3 028	0,81%
CREUSE (23)	684	0,97%
DORDOGNE (24)	1 626	0,65%
DOUBS (25)	2 051	0,72%
DRÔME (26)	2 196	0,76%
EURE (27)	2 633	0,78%
EURE-ET-LOIR (28)	1 817	0,77%
FINISTÈRE (29)	3 638	0,65%
GARD (30)	2 092	0,50%
HAUTE-GARONNE (31)	3 166	0,44%
GERS (32)	677	0,57%
GIRONDE (33)	3 980	0,47%
HÉRAULT (34)	2 496	0,40%
ILLE-ET-VILAINE (35)	4 339	0,72%
INDRE (36)	1 390	1,06%
INDRE-ET-LOIRE (37)	2 606	0,77%
ISÈRE (38)	3 595	0,54%
JURA (39)	1 148	0,77%
LANDES (40)	1 238	0,50%
LOIR-ET-CHER (41)	1 542	0,80%
LOIRE (42)	2 547	0,65%
HAUTE-LOIRE (43)	1 043	0,75%
LOIRE-ATLANTIQUE (44)	4 785	0,59%
LOIRET (45)	2 380	0,67%
LOT (46)	723	0,65%
LOT-ET-GARONNE (47)	1 044	0,55%
LOZÈRE (48)	294	0,61%
MAINE-ET-LOIRE (49)	3 860	0,84%
MANCHE (50)	2 595	0,86%
MARNE (51)	2 176	0,74%
HAUTE-MARNE (52)	926	0,90%
MAYENNE (53)	1 627	0,90%

Département ou territoire	Voix	%
MEURTHE-ET-MOSELLE (54)	2 942	0,78%
MEUSE (55)	886	0,83%
MORBIHAN (56)	3 291	0,70%
MOSELLE (57)	4 929	0,88%
NIÈVRE (58)	1 000	0,83%
NORD (59)	10 975	0,81%
OISE (60)	3 677	0,84%
ORNE (61)	1 513	0,91%
PAS-DE-CALAIS (62)	8 667	1,04%
PUY-DE-DÔME (63)	2 699	0,76%
PYRÉNÉES-ATLANTIQUES (64)	1 799	0,45%
HAUTES-PYRÉNÉES (65)	767	0,55%
PYRÉNÉES-ORIENTALES (66)	1 477	0,55%
BAS-RHIN (67)	4 823	0,81%
HAUT-RHIN (68)	3 101	0,77%
RHÔNE (69)	4 061	0,46%
HAUTE-SAÔNE (70)	1 325	0,95%
SAÔNE-ET-LOIRE (71)	2 201	0,71%
SARTHE (72)	2 452	0,76%
SAVOIE (73)	1 219	0,50%
HAUTE-SAVOIE (74)	1 919	0,46%
PARIS (75)	2 897	0,27%
SEINE-MARITIME (76)	5 356	0,78%
SEINE-ET-MARNE (77)	3 706	0,54%
YVELINES (78)	2 872	0,38%
DEUX-SÈVRES (79)	1 869	0,87%
SOMME (80)	3 111	0,97%
TARN (81)	1 397	0,60%
TARN-ET-GARONNE (82)	830	0,57%
VAR (83)	2 274	0,37%
VAUCLUSE (84)	1 390	0,44%
VENDÉE (85)	3 294	0,79%
VIENNE (86)	2 074	0,87%
HAUTE-VIENNE (87)	1 850	0,89%
VOSGES (88)	2 004	0,91%
YONNE (89)	1 380	0,75%
TERRITOIRE DE BELFORT (90)	592	0,83%
ESSONNE (91)	2 924	0,47%
HAUTS-DE-SEINE (92)	2 447	0,31%
SEINE-SAINT-DENIS (93)	3 235	0,60%
VAL-DE-MARNE (94)	2 749	0,45%
VAL-D'OISE (95)	2 762	0,50%
GUADELOUPE	1 980	1,76%
MARTINIQUE	2 257	2,06%
GUYANE	462	1,72%
LA RÉUNION	5 190	1,48%
MAYOTTE	336	1,00%
NOUVELLE-CALÉDONIE	836	0,96%
POLYNÉSIE FRANÇAISE	690	0,91%
SAINT-PIERRE-ET-MIQUELON	28	1,06%
WALLIS ET FUTUNA	54	1,01%
ST-MARTIN/ST-BARTHÉLEMY	35	0,45%
FRANÇAIS DE L'ÉTRANGER	1 312	0,24%
TOTAL	232 428	0,64%

Grande-Bretagne : des élections anticipées, pour faire l'unité avant le Brexit

En annonçant une élection anticipée pour le 8 juin, près de trois ans avant l'échéance prévue, la Première ministre conservatrice Theresa May aura incontestablement créé la surprise.

En effet, depuis son arrivée au pouvoir, May avait toujours affirmé que, bien que son parti ait été élu en 2015 sur la base du maintien du pays dans l'Union européenne (UE), le fait que 37 % des électeurs inscrits aient voté pour le Brexit en juin 2016 suffisait à lui donner le mandat dont elle avait besoin pour sortir de l'UE. Eh bien, il faut croire que les choses n'étaient finalement pas si simples.

Pour justifier cette élection anticipée, May a attaqué les partis qui, en exigeant un droit de regard sur le Brexit, menacent d'affaiblir la « nation » qui, selon elle, « fait désormais bloc » derrière son gouvernement face à l'UE. Elle bénéficie d'ailleurs du soutien enthousiaste de journaux de droite comme le *Daily Mail* qui titrait le lendemain : « *Il faut en finir avec les saboteurs [du Brexit] !* » En tout cas, si May se pose en championne de ce qu'elle appelle « l'indépendance du Parlement » (vis-à-vis de l'UE, s'entend), elle exige qu'il cesse de faire preuve de la moindre indépendance vis-à-vis de sa propre politique.

Il est vrai que May a subi des attaques en règle de factions du Parti conservateur qui expriment les inquiétudes des milieux d'affaires face à la menace d'un Brexit dur. Au point d'ailleurs que, dans plusieurs votes, elle n'a dû son salut qu'au soutien des travaillistes, avant tout soucieux de ne pas être accusés d'ignorer ce qu'ils appellent, à l'instar de May, la « volonté du peuple ». Or le fait d'apparaître redevable à l'opposition est la pire des choses pour un gouvernement conservateur.

D'un autre côté, May est constamment obligée de redresser la barre face à la droite pro-Brexit de son parti qui, à force de provocations, menace ses négociations avec l'UE. On en a eu un aperçu lorsqu'un cacique de son parti, Michael Howard, a cru bon de claironner que May ne manquerait pas de suivre l'exemple de Thatcher lors de la guerre des Malouines, si jamais l'UE cherchait à toucher au statut de Gibraltar, ce rocher dérobé à l'Espagne il y a trois siècles, devenu aujourd'hui l'un des paradis fiscaux du

capital britannique.

Du coup, avec cette élection anticipée, May compte faire d'une pierre deux coups. D'un côté, elle compte profiter de la très faible cote du leader travailliste Jeremy Corbyn dans les sondages, suite à la violente campagne que mènent contre lui tant la presse que l'appareil travailliste. Et, de l'autre, elle a d'ores et déjà entrepris de noyer ses députés les plus incontrôlables sous un flot de futurs nouveaux élus triés sur le volet.

Mais, en plus, May compte sans doute que cette élection lui permette de résoudre un autre problème, au moins aussi épineux. Car, contrairement à ses promesses, il est maintenant probable que les véritables négociations sur les relations commerciales entre la Grande-Bretagne et l'UE ne commencent pas avant la fin 2019, après la sortie officielle du pays de l'Union.

Cela implique deux années d'incertitude pour le patronat, que May pourra peut-être en partie calmer à coups de subventions, mais ce n'est pas sûr, et dans ce cas ce sont des centaines de milliers d'emplois qui seraient en jeu. Et puis, il y a également les dommages, estimés à quelque



« Le Brexit dur, maintenant ! »

60 milliards d'euros, que les dirigeants de l'UE réclament à la Grande-Bretagne pour sa rupture unilatérale de programmes d'investissement à long terme dont elle était partie prenante. Enfin, il y a l'inflation, dont on prévoit qu'elle dépassera les 4 % dès 2018.

Or, qu'il s'agisse des emplois, du coût des subsides au capital britannique et de la note à payer à l'UE, ou encore de l'inflation, c'est la population laborieuse qui va se voir présenter la note. Et si les prochaines élections initialement prévues pour mai 2020 avaient été maintenues, il est plus que probable que May et son parti auraient alors payé chèrement leur politique.

May peut donc penser

avoir gagné trois années de répit pour son parti, jusqu'en 2023, et évité un désastre électoral.

Mais ce n'est pas le seul danger qui la guette. Car même si, aujourd'hui, une partie de la population laborieuse continue à avoir des illusions dans les mirages du Brexit et marchera peut-être dans son chantage à l'unité nationale, il viendra un moment où la corde cassera. Les travailleurs réaliseront alors à quel point ils ont été trompés par les surenchères démagogiques des champions du Brexit. Et ce jour-là, élections ou pas, c'est à la rue et à la puissance collective de la classe ouvrière que May et les siens auront affaire.

François Rouleau

Israël-Palestine : soutien aux prisonniers politiques palestiniens !

Depuis le 17 avril, 1 300 Palestiniens détenus dans les prisons israéliennes ont entamé une grève de la faim, à l'appel de l'un d'entre eux, Marouan Barghouti, un des dirigeants du Fatah, mouvement de résistance palestinienne à l'occupation des Territoires.

À travers ce mouvement, le premier organisé depuis quatre ans, les détenus réclament un meilleur accès aux soins médicaux ;

l'augmentation de la durée des visites, l'amélioration des conditions de détention, notamment l'allègement des restrictions concernant

l'entrée des livres, des vêtements, de la nourriture et d'autres cadeaux apportés par les familles ; le rétablissement de centres éducatifs et l'installation de téléphones pour permettre aux prisonniers de communiquer avec leur famille. En effet pratiquement toutes les prisons enfermant des détenus palestiniens sont situées en Israël, loin des Territoires

occupés et donc de leurs familles. C'est pour le pouvoir israélien un moyen supplémentaire de faire taire ceux qui protestent contre l'oppression subie par la population palestinienne, spoliée de ses droits et de ses terres.

Dans cet état de guerre permanent entretenu par les gouvernements qui se sont succédé à la tête d'Israël depuis 1967, nombreux sont les jeunes Palestiniens, génération après génération, qui se sont révoltés dans les Territoires occupés, comme en Israël même, où les Arabes sont traités en citoyens de seconde zone. Arrêtés, ils restent détenus parfois des années sans inculpation ni jugement, subissant violences, traitements inhumains, voire tortures. Selon plusieurs ONG, au cours des cinq dernières années plusieurs centaines de milliers de Palestiniens ont été emprisonnés, dont des femmes, des enfants, des parlementaires, des passants, des membres de la famille des

militants... et 6 500 sont actuellement détenus.

Des manifestations de soutien aux grévistes de la faim ont rassemblé plusieurs milliers de participants dans plusieurs villes de Cisjordanie. Le gouvernement Netanyahu, après avoir tenté de briser la protestation des détenus en procédant à des transferts, a affiché, par la voix du ministre d'extrême droite Lieberman, une attitude de fermeté « à la Thatcher ». Cette allusion à la manière dont la Première ministre conservatrice britannique avait, en 1981, traité par le mépris les grévistes de la faim de l'IRA, provoquant le décès de dix d'entre eux, est significative. Après une dizaine de jours de grève, l'état de santé de certains d'entre eux, dont Marouan Barghouti, s'est déjà dégradé de façon inquiétante.

Les détenus politiques palestiniens ont droit à la solidarité de tous !

Viviane Lafont



Quelques-uns des milliers de Palestiniens emprisonnés.

Venezuela : L'opposition mobilise contre Maduro

Depuis le début du mois d'avril, au Venezuela, l'opposition de droite organise des manifestations contre la présidence chaviste de Nicolas Maduro. Si celle du samedi 22 avril a été pacifique, la plupart ont été marquées par des heurts violents, notamment avec la police. On compterait 26 morts depuis le début du mois.

Depuis l'arrivée des chavistes au pouvoir en 2000, la droite et les classes possédantes ont constamment cherché à les renverser. La dégradation de la situation depuis trois ans leur a donné des ailes.

L'effondrement du prix du pétrole a créé une situation de forte pénurie qui pèse lourdement sur la population. La production nationale a reculé de 25 % et l'inflation est évaluée à 700 % par le FMI, ce qui réduit à peu de chose le pouvoir d'achat des classes populaires et d'une partie des classes moyennes, développant un important marché noir tandis que les étals des supermarchés sont vides.

Quand la rente pétrolière était élevée, le régime n'avait aucune difficulté de trésorerie et pouvait assurer le fonctionnement des services sociaux développés par Chavez pour satisfaire les besoins élémentaires de la population : alimentation, santé, éducation, logement, etc.

Avec un prix du brut très bas, la situation est devenue dramatique. Pour ne pas risquer la saisie de ses actifs à l'étranger par les organismes financiers prêteurs, le gouvernement assure d'abord

le paiement de sa dette, mais il ne parvient plus à assurer à la population un ravitaillement régulier en aliments et en médicaments, payés au prix fort sur le marché mondial. Du fait des pénuries, la population est à l'affût de la moindre queue et des arri-vages qu'elle signale.

Le ravitaillement est désormais contrôlé par l'armée, à la tête de nombreuses activités économiques et aussi de divers trafics. C'est ce qui cimente, du moins jusqu'à présent, le soutien de l'armée au régime.

En décembre 2015, l'opposition de droite a remporté la majorité au Parlement. Depuis, elle s'est engagée dans un bras de fer avec la présidence. Le 30 mars, la Cour suprême a dépossédé le Parlement de ses pouvoirs pour se les attribuer. Et le 7 avril le principal dirigeant de l'opposition, l'avocat Henrique Capriles, l'ex-candidat de droite à la présidence en 2013, a été déclaré inéligible pour quinze ans pour sa mauvaise gestion de l'État de Miranda.

Ces deux décisions rapprochées, au lieu de freiner l'opposition, l'ont au contraire enflammée et ont entraîné les manifestations actuelles.

L'opposition critique ce que certains appellent la « gabegie populiste », la mauvaise gestion des chavistes, le fait qu'ils ont exproprié plusieurs centaines d'entreprises, mais aussi le fait que les ressources aient été consacrées aux programmes sociaux, selon ces critiques, alors qu'elles auraient été mieux employées à moderniser l'économie. Ce reproche est fait en sourdine, car l'opposition de droite essaie d'attirer à elle une partie des soutiens populaires du gouvernement qui avaient apprécié la politique sociale de Chavez.

Cependant, il est vrai que ni Chavez ni Maduro, n'ont tenté de diversifier l'économie restée monoproduitrice de matières premières, et d'abord du pétrole dont le Venezuela possède d'immenses réserves.

De fait, comme d'autres pays monoproduitriciers, le Venezuela reste dépendant de l'économie mondiale impérialiste et des fluctuations des cours des matières premières. Mais ce procès fait par l'opposition, où l'on retrouve les partis de droite et de gauche qui, avant Chavez, alternaient au pouvoir, est d'autant plus de mauvaise foi que ces partis, quand ils étaient aux affaires, n'ont pas plus essayé de diversifier l'économie. Ils se sont contentés eux aussi de vivre sur la rente pétrolière.

En fait, Chavez et les chavistes étaient et sont des nationalistes, certainement pas des révolutionnaires ayant



La manifestation du lundi 24 avril à Caracas.

la volonté politique de s'attaquer à la racine du mal, c'est-à-dire à la propriété privée des moyens de production et à la domination de l'impérialisme. Il n'a jamais été non plus dans leurs objectifs d'exproprier la bourgeoisie locale, avec laquelle ils ont finalement cohabité.

La formule du « socialisme du 21^e siècle », à la mode quand le prix du brut était élevé, recouvrait au mieux les programmes sociaux, certes bons à prendre pour les classes populaires dans une Amérique latine où la majorité ne connaît souvent que la misère, mais

qui ne lésaient nullement les possédants qui orchestrent aujourd'hui la contestation dans la rue.

Nul ne peut dire combien de temps la situation actuelle peut durer, en l'absence d'une remontée des cours du pétrole. Mais, si l'opposition finissait par l'emporter, elle ne manquerait pas, elle ne plus, de s'en prendre aux classes populaires, à commencer par les programmes sociaux qui les concernent. C'est ce à quoi celles-ci doivent être prêtes à s'opposer, avec leurs revendications propres.

Jacques Fontenoy

Tchéchénie : le pouvoir fait la chasse aux homosexuels

Un des rares journaux russes non inféodés au Kremlin, *Novaïa Gazeta*, vient de lever le voile sur la campagne de terreur lancée contre les homosexuels par les autorités de Grozny, capitale de la Tchétchénie, qui fait partie de la Fédération de Russie. En deux mois, les sbires du régime ont raflé des centaines d'entre eux, les ont internés dans des prisons secrètes et centres de torture ; au moins trois d'entre eux auraient ainsi déjà été tués.

Le président local, Kadyrov, un chef de bande indépendantiste rallié au Kremlin, règne par la terreur. Après la seconde guerre de Tchétchénie, que Poutine avait déclenchée en 2000 pour asseoir son pouvoir, il a donné carte blanche à Kadyrov pour tenir sa république. Mission accomplie : grâce à ses bandes armées, le tyran a éliminé tous ceux

qui le contestaient et fait vivre la population dans une peur permanente.

Autre pilier de son régime : le retour en force de l'islam et de pratiques d'un autre âge, impulsé avec l'aval de Moscou. Kadyrov a rétabli la charia et impose aux femmes une oppression légalisée : code vestimentaire obligatoire, mariages forcés, polygamie, meurtres

impunis car prétendus crimes d'honneur, en cas de relations hors mariage...

C'est encore dans le sang qu'a été lavé « l'honneur » du clan de certains homosexuels : leurs bourreaux ont « respecté la tradition » en les livrant à leur famille pour qu'elles les mettent à mort.

À Grozny, le porte-parole de Kadyrov a d'abord parlé à propos de ces faits de calomnies, puis a affirmé qu'ils ne pouvaient avoir eu lieu car « il n'y a pas d'homosexuels en Tchétchénie » et enfin que, si cela était, « ils méritaient d'être tués ».

Le dictateur tchéchène n'a pas à craindre que les autorités fédérales lui cherchent noise. En effet Moscou se borne à

conseiller à ses victimes de porter plainte. Auprès de leurs bourreaux ? Ou auprès de la justice russe, qui laisse Kadyrov faire la loi de façon expéditive ?

En Russie, pareille barbarie n'a pas place, officiellement. Mais le régime russe cherche aussi à imposer une morale rétrograde. Il multiplie les entraves au droit à l'avortement, il laisse sans broncher des responsables de l'Église orthodoxe prôner un code vestimentaire pour les femmes et laisser entendre que le retour des mutilations sexuelles féminines pourrait préserver leur vertu. Il y a peu, Poutine a fait voter une loi qui dépénalise les violences domestiques, dont meurent chaque année des milliers

de femmes. Et en 2012, il a pénalisé la « propagande à l'encontre de mineurs concernant les relations sexuelles non traditionnelles », entendez l'homosexualité, et depuis il mène régulièrement campagne sur ce thème à l'école et dans les médias.

Entre les crimes de Kadyrov et la politique rétrograde de son protecteur Poutine, on mesure la régression qui s'abat sur la population de la Russie, un siècle après que la révolution d'Octobre 1917 avait, pour la première fois dans un pays moderne, à vaste échelle et de façon durable, aboli la pénalisation de l'homosexualité et donné aux femmes des droits sans précédent.

Pierre Laffitte

Grèce, avril 1967 : le coup d'État des colonels

Dans la nuit du 20 au 21 avril 1967, anticipant sur des élections qui auraient donné la majorité à l'opposition, l'armée grecque prenait le pouvoir. Les tanks se positionnaient devant les centres névralgiques de la capitale, Athènes : ministères, centres de télécommunications, Parlement, sièges des radios et des grands journaux. Les dirigeants des organisations de gauche mais aussi des partis bourgeois étaient arrêtés.

Les colonels prétendirent avoir pris les devants pour repousser un complot communiste et réaliser « *la Grèce des Grecs chrétiens, (...) un bastion inexpugnable dans le cadre de l'OTAN et un gardien de la civilisation dans ce coin de l'Europe* ».

Les États-Unis protestèrent pour la forme mais reconnurent vite le nouveau pouvoir. La situation dans cette région de la Méditerranée orientale les y poussait. Toujours tendue, elle allait devenir explosive, une fois de plus, avec le déclenchement de la guerre, le 6 juin 1967, entre Israël et les pays arabes, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie. Le gouvernement américain était aussi englué à l'autre bout du monde dans la guerre du Vietnam et il ne souhaitait pas trouver en Grèce un nouveau foyer d'instabilité.

Il pouvait en revanche faire confiance à l'armée grecque et à la multitude de services spéciaux qui constituaient l'État parallèle. L'armée grecque, c'était celle de la guerre civile de 1946-49, viscéralement anticommuniste, qui avait reçu l'aide massive et décisive de l'impérialisme américain pour écraser la résistance organisée par les militants du KKE, le Parti communiste grec. Elle comptait aussi

des organisations plus ou moins secrètes comme l'IDEA (le Lien sacré des officiers), dont étaient membres la plupart des putschistes de 1967, entre autres le chef de la junte, Papadopoulos. Tous ces services spéciaux, comme également le KYP (le Service central des renseignements de l'armée), avaient des liens avec la CIA.

Les hommes et les moyens d'un coup d'État militaire étaient donc prêts, dans la coulisse. Encore fallait-il une occasion, une situation suffisamment instable pour qu'il apparaisse comme une solution aux problèmes de la bourgeoisie grecque et à l'impérialisme.

Sans avoir formellement reçu le feu vert du gouvernement américain, ni même celui du roi qui préparait de son côté un coup d'État appuyé sur ses généraux, les colonels passèrent à l'action, appliquant le plan Prométhée, un plan antisubversion élaboré bien auparavant par l'OTAN et complété par eux.

Une situation instable

Dans la monarchie parlementaire grecque, installée de nouveau dans le pays par les troupes anglaises en 1944 et appuyée, depuis, sur une armée et une Église particulièrement

réactionnaires, répression, corruption et clientélisme assuraient la majorité à des gouvernements ultraconservateurs.

Dans les années 1960, le Parti communiste était toujours interdit, les opposants se retrouvaient en prison, déportés aux îles ou en exil. Cependant la Gauche démocratique unifiée (EDA), liée à ce parti interdit, avait une existence légale. L'Union du centre (EK) dirigée par Papandréou était minoritaire, le découpage électoral et les trucages garantissant la majorité à l'Union nationale radicale de Caramanlis (ERE).

Les années de gouvernement Caramanlis (1955-1963) furent d'abord des années de relatif développement économique, enrichissant les bourgeois grecs et les investisseurs étrangers. Mais le sort de la population changeait peu. La Grèce restait un pays sous-développé, avec une forte émigration, malgré un accroissement de la classe ouvrière dans quelques centres, dont Athènes. Pour obtenir un emploi dans les services publics ou semi-publics, pour obtenir une patente ou entrer à l'université, il fallait un certificat de civisme, une déclaration de loyauté attestant de pensées « nationales »

et la police entretenait un réseau de mouchards pour mettre à jour ses milliers de dossiers.

Toutes les revendications se heurtaient à un régime répressif, où les agents de l'État parallèle, les groupes paramilitaires, secondaient la gendarmerie et la police officielles. Au début de l'année 1963, le pays fut secoué par une vague de grèves et de manifestations impitoyablement réprimées; en mai 1963, le député de l'EDA Grigoris Lambrakis fut assassiné par l'extrême droite avec la complicité du commandant en chef de la gendarmerie, assassinat que retrace le film "Z".

Papandréou, à la tête de l'EK, devint Premier ministre à la place de Caramanlis, promettant un certain nombre de réformes, dans l'éducation en particulier, libérant des prisonniers politiques, accordant des subventions aux agriculteurs, et laissant tomber en désuétude l'obligation du certificat de civisme. Il continua la politique économique de son prédécesseur, qui, fondamentalement, convenait à la bourgeoisie. Mais, s'il n'en fit pas assez pour transformer le sort des travailleurs, il en fit assez pour ulcérer ses ennemis politiques et se faire renvoyer, à la suite de manœuvres parlementaires. Ses dénonciations d'un État parallèle, contre lequel il ne faisait rien, le désignèrent aux yeux de la droite et de l'extrême droite comme un homme à abattre, alors qu'il n'était qu'un politicien réformiste et anticommuniste.

En juillet 1965, son limogeage accrut l'agitation dans la classe ouvrière mais aussi parmi les étudiants, et les manifestations regroupèrent des dizaines de milliers de manifestants. Le 21 juillet, la répression fit 300 blessés et un mort. Les funérailles de l'étudiant Sotiris Petroulas firent descendre

300 000 manifestants dans les rues d'Athènes et l'agitation se poursuivit pendant des mois.

Papandréou devint, de fait, le représentant de l'opposition dont on prévoyait la large victoire pour le printemps 1967.

Les travailleurs trahis et écrasés

Bien que Papandréou, artisan du retour du roi à la fin de la guerre grâce aux troupes anglaises, ait eu un long passé anticommuniste, son succès électoral en 1964 avait été facilité par l'EDA, qui avait retiré certains de ses candidats devant ceux de l'EK. C'est aussi l'EDA, c'est-à-dire en fait le Parti communiste, qui avait mis ses militants, son organisation des Jeunes lambrakistes, et tous les travailleurs à la remorque de ce politicien. Fidèle à la politique stalinienne d'union nationale du KKE, catastrophique pendant la guerre et la Résistance, l'EDA prônait une politique de changement démocratique, de collaboration avec la « bourgeoisie nationale progressiste ». Sa direction dénonçait l'aventurisme des grévistes les plus radicaux, sans jamais mettre en garde les travailleurs contre la possibilité réelle d'un putsch ni les préparer à l'affrontement. En avril 1967, son journal expliquait encore pourquoi il ne pouvait pas y avoir de coup d'État.

Mais, pendant que la gauche préparait les élections, l'armée et la droite préparaient l'écrasement de la population. 8 000 à 10 000 militants retrouvèrent la prison, la torture, la déportation aux îles ou l'exil. Par la suite, bien d'autres opposants furent victimes de la répression. Les colonels allaient faire peser une chape de plomb sur la classe ouvrière grecque et sur toute la population. La dictature allait durer sept ans.

Sylvie Maréchal



Les tanks positionnés dans les rues d'Athènes.



Le roi Constantin entouré des colonels putschistes.

Guyane : après l'accord du 21 avril

Vendredi 21 avril, un protocole d'accord entre le collectif qui dirigeait la grève générale et le gouvernement a été signé par les deux parties. Le « Kolektif pou la gwiyanm dekolé » (collectif pour le décollage de la Guyane) a ensuite mis un terme aux barrages routiers et à la grève générale.

Ce protocole d'accord prend acte du 1,086 milliard accordé déjà par le gouvernement pour les besoins urgents en infrastructures. Quant aux mesures chiffrées à 2,1 milliards réclamés en plus par le collectif et que le gouvernement refusait, il est dit dans le protocole que « L'État (...)

s'engage à ce qu'elles fassent sans délai l'objet d'un examen prioritaire pour programmer et mettre en œuvre un plan additionnel tant d'investissement que de fonctionnement. » L'État ne s'engage donc pas fermement. Mais ce qu'il qualifiait de sommes « irréalistes » devient aujourd'hui

envisageable. Et cela, c'est la détermination des travailleurs et de la population de Guyane qui l'aura permis.

L'accord, sous la pression de certains notables, et dirigeants du principal syndicat, UTG (Union des travailleurs guyanais) formule en plus la nécessité d'un processus d'évolution statutaire de la Guyane vers une plus grande autonomie.

Même si beaucoup reste encore à faire sous forme de mesures additionnelles, ce qui a déjà été obtenu par

la lutte permettra la création et la rénovation d'un certain nombre de services publics, de ponts, de routes. Il y a aussi la cession gratuite de 250 000 hectares à la collectivité territoriale de Guyane et aux communes et surtout l'attribution de 400 000 hectares aux peuples autochtones, Amérindiens et Bushinigués africains ayant fui dans les forêts à l'époque de l'esclavage et constitué des communautés libres.

Ceux qui en Guyane se sont battus jusqu'au bout

ont donc gagné. Ils ont tenu tête notamment aux patrons du Medef et autres socio-professionnels qui s'étaient désolidarisés du mouvement après avoir obtenu satisfaction pour eux. C'est la détermination des travailleurs, de la population, et du collectif qui a payé. Il faut noter que le blocage du décollage des fusées Ariane de Kourou n'a pas été la moindre des actions qui montrait cette détermination et gênait le gouvernement.

Pierre Jean-Christophe

Des travailleurs poursuivent la lutte

Alors que pendant les cinq semaines de grève générale, les revendications propres aux travailleurs et aux chômeurs ont été mises au second plan, ceux-ci montrent aujourd'hui leur détermination, et avec raison. Ils tiennent à défendre leurs propres intérêts après avoir contribué à défendre les intérêts généraux des autres catégories sociales.

Les travailleurs de l'EDF réclament la fin du plan d'austérité et du plan social que veut mettre en place la direction. Ils dénoncent aussi l'agression

du directeur contre Davy Rimane, le secrétaire général du syndicat UTG de l'énergie et leader de la grève générale. Ils réclament le départ de ce

directeur. Ils exigent aussi des moyens supplémentaires pour travailler dans de meilleures conditions. Le lundi 24 avril, ils ont bloqué l'hôtel Royal Amazonia à Cayenne où s'est réfugiée la direction depuis la grève générale, afin de la contraindre à céder. En vain. Ils sont décidés à poursuivre la grève jusqu'à satisfaction.

Les employés de l'hôpital de Cayenne, très en colère, sont en grève. Ils réclament

notamment des embauches supplémentaires et ont défilé dans les rues le 24 avril. Ils ont dressé un barrage à l'entrée de l'établissement et y tiennent leur piquet de grève. Les 60 millions d'euros obtenus dans le cadre de l'accord d'urgence doivent tout juste servir à payer les fournisseurs et ne suffiront pas à faire fonctionner l'hôpital convenablement. « Une chose est certaine, nous ne retournerons pas travailler avec un hôpital qui reste dans les mêmes conditions qu'au début du mouvement de grève », a déclaré leur porte-parole, déléguée de l'UTG.

Lundi 24 avril, les grévistes ont forcé l'entrée de l'Agence régionale de santé (ARS) pour être reçus par son directeur. Ce dernier a proposé une négociation jeudi 27 avril.

Les travailleurs du GPAR (groupement pétrolier) de l'aéroport Félix-Eboué

poursuivent aussi la grève pour de meilleures conditions de travail et le respect des règles de sécurité. Ils sont soutenus par le personnel de la compagnie Air Guyane.

Ceux qui voulaient étouffer les revendications propres aux travailleurs dans le cadre de « la défense de la Guyane » sont aujourd'hui contredits. Ceux qui constituaient la colonne vertébrale de toute la grève générale montrent qu'ils ne sont pas que des supplétifs. Ils se battent aujourd'hui pour leur propre compte et rappellent leur existence aux notables, aux patrons, aux classes aisées. C'est cette prise de conscience-là qui les rendra demain plus forts sur le plan politique. Et cela aussi est à mettre au compte des acquis de la grève générale et de la révolte populaire en Guyane.

P. J.-C.



Les employés de l'hôpital de Cayenne toujours en grève.

Sciences : la recherche n'est pas à la fête

Plusieurs milliers de chercheurs ont défilé le 22 avril dans une vingtaine de villes de France « pour les sciences » en lien avec un mouvement international commencé aux États-Unis après les attaques lancées par Trump contre la recherche.

En France, nombre de chercheurs se sont mobilisés une nouvelle fois, car leur secteur n'échappe pas à la précarisation des emplois et à une course permanente pour trouver des financements. « Si vous croyez que la science coûte cher, essayez l'ignorance », pouvait-on lire sur une des pancartes.

Il existe bien un crédit d'impôt recherche, mais 80 % de son montant va à de grandes sociétés privées, notamment l'industrie pharmaceutique qui a empoché deux milliards

d'euros entre 2008 et 2012 tout en détruisant 2 400 emplois de recherche et de développement. De la même façon, Renault avait réduit ses investissements et ses effectifs en recherche et développement depuis 2011, ce qui ne l'a pas empêché de toucher, en partie par le biais de filiales fantômes, un crédit d'impôt de 153 millions d'euros en 2014.

Une telle somme aurait pu être consacrée au fonctionnement d'une université de plus de 20 000 étudiants et les 6 milliards

d'euros que l'État dépense au total pour le crédit d'impôt recherche représentent plus de deux fois ce qu'il alloue annuellement au CNRS, organisme public.

La seule recherche qui

intéresse réellement ceux qui dirigent le monde, est la recherche du profit. De plus, lorsqu'elle entre en crise, la société capitaliste porte à sa tête des illuminés obscurantistes comme Trump,

capables de condamner et faire taire les savants.

Alors s'il est plus que temps de remettre à l'ordre du jour une science, c'est celle de la révolution.

Jean Sanday





Ligne de production de ciment à l'usine Lafarge à Jalabya (Syrie) en 2012.

Lafarge : l'argent n'a pas d'odeur

Éric Holsen, le PDG du groupe franco-suisse LafargeHolcim, l'un des plus gros producteurs mondiaux de ciment, a dû démissionner. Ce départ fait suite à la révélation des versements effectués par le groupe à l'État islamique pour continuer à faire fonctionner son usine de Jalabiya en Syrie.

Ce PDG n'a pas été pris d'une soudaine crise de vertu, pas plus que les actionnaires qui l'ont poussé dehors. La révélation d'une absence de scrupule qui est celle de tout capitaliste a simplement servi de prétexte à un règlement de compte entre les dirigeants français et suisses de l'entreprise. Les risques d'amendes et de chute des actions liés à cette mauvaise publicité ont joué dans cette éviction un rôle autrement plus déterminant que les préoccupations humanitaires.

De 2013 à septembre 2014, Lafarge a reconnu avoir versé des centaines

de milliers de dollars au groupe État islamique. Cela n'a rien d'étonnant de la part d'une société qui pendant la Seconde Guerre mondiale a fourni le ciment du mur de l'Atlantique à l'Allemagne hitlérienne.

Faire des affaires avec n'importe qui est dans l'essence même du capitalisme. Les grands trusts ont agi ainsi de tout temps, et partout dans le monde. Certains financent les talibans pour pouvoir récupérer en Afghanistan le talc utilisé dans l'industrie automobile, d'autres s'acoquinent avec les groupes armés qui tiennent les collines de la République démocratique

du Congo d'où sont extraits les minerais nécessaires à la fabrication des téléphones portables.

Les arrangements ne sont d'ailleurs pas significativement différents qu'il s'agisse de bandes armées ou de dictatures ayant pignon sur rue, voire des projets les plus odieux des grandes puissances. Total a fait protéger ses installations en Birmanie par l'armée de la junte au pouvoir qui massacrait les populations alentours, et LafargeHolcim s'est dit prêt à fournir le béton pour ériger le mur que Trump prétend bâtir à la frontière américano-mexicaine.

La loi du profit est la seule boussole de ceux qui possèdent ces groupes, pour leurs fréquentations comme pour le reste.

Daniel Mescla

Kindy - Moliens : non aux suppressions d'emplois

Installée depuis 1966 dans le village de Moliens à 40 km de Beauvais, l'usine de chaussettes Kindy est aujourd'hui menacée de fermeture après que le groupe a été placé en redressement judiciaire.

Les repreneurs éventuels avaient jusqu'au lundi 24 avril pour déposer des offres de reprise auprès de l'administrateur judiciaire. Les 160 salariés sont directement menacés de perdre leur emploi, une nouvelle catastrophe dans une région déjà sinistrée par le chômage.

Depuis les années 90, l'effectif a été laminé passant de 600 à 160 aujourd'hui.

Après avoir supprimé de nombreux emplois sous la présidence de Sarkozy en déplaçant sa production en Chine, la direction de Kindy a obtenu des subventions lorsqu'elle a prétendu relocaliser une partie de sa production de chaussettes en France pendant le quinquennat de Hollande.

Pendant des décennies, à Moliens ou ailleurs, les propriétaires de Kindy ont pu accumuler des bénéfices sur le dos des salariés. Le groupe présente aujourd'hui des comptes en déficit. Mais il n'y a aucune raison de lui faire confiance tant il est facile pour les entreprises de masquer leurs

bénéfices afin de justifier leurs mauvais coups. La fermeture envisagée par les propriétaires actuels montre une nouvelle fois que le « made in France » mis en avant par bien des candidats à l'élection présidentielle n'est en rien une protection pour les travailleurs. Aucune politique protectionniste ne protégera le monde du travail de la rapacité patronale.

De toute façon, les salariés n'ont pas à faire les frais des mauvaises affaires des capitalistes. Les bénéficiaires passés doivent servir à maintenir tous les emplois actuels.

Gilles Boti

Vivarte, Tati : la fortune des licenciés

Plusieurs milliers de salariés d'enseignes de l'habillement et de la chaussure - 6 400 selon le journal *Le Monde* - sont menacés de perdre leur emploi, soit par la fermeture du magasin dans lequel ils travaillent, soit à l'occasion de la vente de l'enseigne.

La Halle aux Chaussures, Chevignon, Kookaï et autres enseignes du groupes Vivarte, Mim, Marks et Spencer, Tati... la liste est longue mais la politique patronale est la même : le propriétaire se débarrasse de dizaines ou de centaines de magasins déclarés en déficit, des repreneurs se mettent sur les rangs pour les « redresser », autrement dit pour en tirer davantage de profits après des suppressions d'emplois.

Les magasins Tati, par exemple, sont groupés avec Giga Store, Degrif'Mania et Fabio Lucci dans une même filiale du groupe Éram, à l'origine un distributeur de chaussures. La « discrète famille Biotteau », selon les termes du journal *Les Échos*, propriétaire de Éram, veut se débarrasser de cette filiale, sur laquelle elle a bâti une partie de sa fortune de 360 millions d'euros en 2016, ce qui la place au 210^e rang en France.

Une demi-douzaine de

repreneurs se sont manifestés pour la reprise de Tati, parmi lesquels des fonds d'investissement ainsi que Philippe Ginetet. Déjà propriétaire avec son fils de 434 magasins et 166^e fortune de France, il a fait savoir qu'il comptait reprendre 1 200 salariés sur 1 700. Mais il n'y a aucune raison que les travailleurs qui ont fait la fortune d'une famille pendant des décennies acceptent d'être licenciés pour permettre à une nouvelle famille d'exploiter davantage ceux qui restent.

Il serait légitime que ces capitalistes ainsi que la non moins discrète banque privée Oddo chargée de l'opération montrent leurs livres de compte et permettent de démêler l'enchevêtrement de filiales et de sociétés financières qui font écran entre leur fortune personnelle et l'exploitation des travailleurs de la distribution.

Jean Sanday

Hôpitaux : les méfaits de l'austérité

La Conférence des directeurs généraux des CHU (centres hospitaliers universitaires) s'est félicitée lundi 24 avril de la diminution de moitié du déficit des 32 CHU du pays, passé de 209 millions d'euros en 2015 à 95 millions d'euros en 2016.

Les mêmes directeurs de CHU sont bien obligés d'admettre que ces résultats sont liés à une politique d'austérité accrue qui porte notamment sur la baisse des investissements (- 7 %) et les emplois « insuffisamment financés ». Tout cela à cause du plan triennal d'économies de plus de trois milliards d'euros mis en place actuellement dans les hôpitaux.

Au-delà des CHU, c'est dans tous les hôpitaux que l'austérité est à l'ordre du jour. Ainsi dans la Marne, le personnel de l'hôpital de

Vitry-le-François protestait à la veille du premier tour de la présidentielle contre la fermeture du service de chirurgie, après celle de la maternité en 2015. Dans le Jura, à l'hôpital de Saint-Claude, cinq services ferment et la quasi-disparition des Urgences est annoncée. Dans tout le pays, sous prétexte de rentabilité, c'est la suppression de maternités qui ne feraient pas assez d'accouchements, ou celle de lits d'hôpitaux sous prétexte d'équilibre du budget. Et on peut parier que rien ne changera avec l'élection d'un nouveau président.

Pour continuer à bichonner les riches et le grand patronat, le prochain gouvernement continuera à n'en pas douter, si on le laisse agir, à faire des économies sur le dos du personnel des hôpitaux et des malades.

Cédric Duval

GM&S – La Souterraine : des travailleurs déterminés à se défendre

À La Souterraine, dans la Creuse, l'usine GM&S est menacée de fermeture. Les 283 travailleurs risquent de perdre leur emploi car PSA et Renault, pour lesquels elle travaille, ne veulent plus honorer leurs commandes.

Conscients que leur sort dépend des directions de ces groupes, les travailleurs concentrent leurs actions sur certaines usines des deux donneurs d'ordres, comme celle de PSA à Poissy ou de Renault au Mans.

Mercredi 19 avril, ils se sont rendus à 160 sur les Champs-Élysées pour manifester devant les boutiques de luxe de Renault

et de PSA, puis ont tenu, malgré l'interdiction, à manifester sur l'avenue et à faire le tour de l'Arc de triomphe. Après cette première action réussie, ils se sont rendus de nouveau à Poissy pour y bloquer l'entrée des camions et s'adresser aux salariés. La direction de l'usine s'était bien préparée à cette nouvelle action en organisant

un stock préventif de certaines pièces mais elle a très rapidement manqué de calculateurs, pièces électroniques indispensables pour démarrer les véhicules. Ni une ni deux, la direction les a fait livrer quelques heures plus tard par hélicoptère, ce qui a beaucoup fait parler dans les ateliers. Comme la fois précédente, les travailleurs de PSA comprenaient parfaitement l'action et donnaient entièrement raison à ceux de GM&S.

Ceux-ci étaient déterminés à rester et ont planté leurs tentes pour y passer

la nuit. Le lendemain matin, la direction avait massé des cadres et des contre-maîtres des équipes de nuit et du matin. Appuyés par une vingtaine de vigiles, ils s'apprêtaient à faire entrer les camions par la force. Les travailleurs de GM&S se sont adressés aux cadres de PSA, leur expliquant qu'ils n'avaient rien contre eux ni contre les salariés de PSA, et qu'ils étaient là pour défendre leur emploi afin de pouvoir vivre.

Ils avaient de toute façon décidé de lever le camp, bien que leur détermination ne soit pas entamée.

Et ils vont en avoir besoin car la seule proposition faite par un autre sous-traitant automobile est de reprendre GM&S en ne gardant que 90 travailleurs sur les 283.

PSA et Renault ont réalisé plusieurs milliards d'euros de bénéfices en 2016. Leur chiffre d'affaires du premier trimestre 2017, qui vient de tomber, montre qu'ils continuent de gagner toujours plus d'argent. Les travailleurs ne peuvent vivre sans salaire, alors ces milliards doivent servir à maintenir tous les emplois!

Correspondant LO

TIM – Quaëdypre : mobilisation contre le massacre des emplois



L'entreprise TIM à Quaëdypre, près de Dunkerque, fabrique des cabines de chantier pour les grandes entreprises de matériels de BTP comme Manitou, Hitachi, Caterpillar... Elle appartient au groupe allemand Fritzmeier qui emploie 2 000 salariés dans huit sites en Europe et possède quatre co-entreprises en Amérique du Nord et du Sud et en Asie.

L'usine a beaucoup grandi, et beaucoup rapporté aux patrons, passant d'une centaine de salariés lors de son achat en 1982 à 940 en 2006-2008. Ce n'est pas pour autant que durant les dix dernières années, les patrons y ont investi. Ils ont usé jusqu'à la corde un matériel vieillissant et n'ont pas renouvelé leur gamme.

En octobre 2016, la direction a argué d'une baisse des commandes

pour mettre en place un plan de sauvegarde de l'emploi qui n'était qu'un plan de licenciements de 123 travailleurs. Le 31 janvier 2017, l'entreprise a été placée en redressement judiciaire, ce qui gelait ses dettes et particulièrement celles dues aux travailleurs licenciés : capitalisation, prime extra-légale, coût des formations qui ont été arrêtées. Mais Fritzmeier a trouvé quand même au mois de mars trois millions d'euros pour éviter la liquidation judiciaire et arriver ainsi à la mise en vente de l'entreprise le 12 avril.

Le 19 avril, l'envoyé de la direction de Fritzmeier – payé 45 000 euros brut par mois pendant un an – a expliqué devant les ouvriers assemblés que, pour que l'usine puisse être vendue, il faudra accepter 200 à 250 licenciements, le passage de 35 à 39 heures, la

mise au rancart des accords d'entreprise. D'ailleurs, l'acheteur pourrait être une filiale de Fritzmeier, qui reprendrait TIM à des conditions d'emplois et de salaires bien inférieures.

Tout de suite, les ouvriers se sont mis en grève. Ils sont allés nombreux à une manifestation de la CGT l'après-midi à Dunkerque pour l'emploi. La grève a continué vendredi 21 avril et lundi 24. D'autres actions sont prévues dans les semaines à venir.

Depuis 35 ans, Fritzmeier a gagné énormément d'argent grâce au labeur des salariés de TIM. Il n'y a aucune raison que les travailleurs fassent les frais de la baisse des commandes. Le travail restant devrait être partagé et les salaires payés sur les profits accumulés par le groupe Fritzmeier.

Correspondant LO

Châtelleraut : amiante, les responsabilités patronales

Samedi 22 avril, une manifestation a rassemblé plus de 200 personnes à Châtelleraut, dans la Vienne, pour réclamer le classement des Fonderies du Poitou en site amiante, à l'appel de l'association Fonderies du Poitou amiante (l'Afpa 86) et des syndicats CGT des deux usines d'Ingrandes-sur-Vienne.

Le refus de la direction générale du travail (DGT) de mettre à l'ordre du jour le classement des Fonderies du Poitou Fonte et Alu en site amiante a mis les fondeurs en colère. Ce classement devait ouvrir un certain nombre de droits aux salariés exposés, comme celui de pouvoir partir plus tôt à la retraite. Selon l'Afpa 86, un projet d'arrêté ministériel était prêt mais il a finalement été abandonné. L'association, créée en 2014, a pour objectif de venir en aide à ceux qui sont malades afin que leur affection, qui peut se solder par un cancer broncho-pulmonaire, puisse passer en maladie professionnelle.

Selon l'Afpa 86, aujourd'hui 90 personnes issues des fonderies sont touchées. Tous les mois, deux à trois personnes supplémentaires s'ajoutent à cette liste, ce qui va représenter un vrai scandale sanitaire dans les années à venir. Comme le rapporte l'association : « Les employeurs, pour des raisons économiques, ont sciemment exposé leurs salariés. Ils les ont maintenus dans l'ignorance alors qu'ils savaient.

Notre combat, c'est de faire valoir nos droits de salariés. » Lors du rassemblement, un intervenant CGT s'est insurgé contre l'attitude des patrons, dénonçant le fait que « ce sont eux qui crient le plus fort à l'injustice. Ils se concertent pour s'opposer aux droits des victimes et exercent un chantage à l'emploi. Cela a eu pour conséquence, pour l'instant, d'empêcher les travailleurs de faire valoir leurs droits à un départ anticipé à la retraite ».

Depuis 37 ans qu'existent les Fonderies du Poitou, d'énormes profits ont rempli les poches des nombreux actionnaires qui se sont succédé, et du premier d'entre eux, Renault et donc de l'État, puis de Fiat, etc. Le problème de l'amiante s'ajoute à une exploitation accrue qui se traduit par des effectifs en baisse, et une précarité aggravée.

La prochaine étape de la mobilisation des travailleurs des Fonderies sera lors de l'audience du 9 mai prochain, devant le tribunal administratif à Poitiers.

Correspondant LO

La Redoute – Roubaix et Wattrelos : non à l'augmentation du temps de travail !

À La Redoute, les nouveaux patrons, les cadres dirigeants choisis par Pinault pour reprendre l'entreprise (pour un euro symbolique) lors du plan de licenciements de 2014, sont ces dernières semaines les chouchous de la presse économique.

Il paraît qu'on aurait là des génies du e-commerce. La renaissance de La Redoute est claironnée, les salariés seraient enfin heureux d'être sortis du cauchemar. Cette fable les fait beaucoup rire, tant la pagaille règne dans tous les secteurs des sites de Roubaix et Wattrelos.

Là où les nouveaux dirigeants cherchent surtout à être performants, c'est pour augmenter le travail en payant moins. Au siège à Roubaix, le temps de travail n'est plus pris en compte à la porte de

l'entreprise, mais quand le salarié se logue sur son ordinateur. Certains open-spaces rendent le travail, dans le brouhaha permanent, très fatigant. Les pressions sur les anciens pour qu'ils partent s'accroissent, pendant que la direction prend des jeunes en contrat d'alternance, sous-payés, pour les envoyer à Pôle emploi à la fin de leur contrat.

À Wattrelos, au Quai 30, le nouveau nom de l'usine moderne d'expédition des commandes, 550 salariés travaillent sept jours sur sept en équipes de matin et

après-midi, en semaine et le week-end. L'entreprise est robotisée à l'extrême. Les chefs tentent de surveiller les moindres faits et gestes des collègues. Même pour aller aux toilettes, ce sont eux qui distribuent parcimonieusement quelques badges.

La pause de 20 minutes n'arrive qu'après quatre heures d'un travail pénible et répétitif, et la direction essaie de la rogner. Le temps de trajet pour se rendre en salle de pause est compris dans les 20 minutes mais, selon l'atelier où l'on travaille, cela prend entre deux et cinq minutes. Alors, dans toutes les équipes, une majorité de salariés ont décidé de rester 20 minutes complètes

dans la salle de pause et de repartir ensemble.

Malgré les pressions des chefs, le mouvement de protestation a duré et, sur la fiche de paie du mois de mars, les minutes ont été retenues à ceux qui prenaient ces 20 minutes effectives de repos. Une déléguée a été convoquée vendredi 31 mars à un entretien préalable à sanction disciplinaire, pour avoir tenu face aux pressions avec ses collègues de travail. La réaction a alors été forte. Sur les quatre équipes, 140 travailleurs ont débrayé pendant plus d'une heure pour riposter, comme si tous avaient été convoqués pour sanction. Les chefs sont alors devenus beaucoup moins arrogants.

Dans ce climat, la direction a fait un autre essai, cette fois pour voler des jours fériés. Elle voulait faire travailler obligatoirement le lundi de Pâques et le 8 mai. Ceux qui avaient inclus un jour férié dans un congé ont aussi appris qu'il ne serait plus compté comme tel, ce qui revenait à le perdre. Mal en a pris à la direction, car l'équipe du matin puis celle d'après-midi ont à nouveau débrayé à une centaine au total. Le directeur de la production, blanc comme un linge, a bafouillé une explication embrouillée, annonçant qu'il ne toucherait pas aux jours fériés du mois de mai.

En juin, manifestement, il faudra remettre ça.

Correspondant LO

Ehpad Opalines – Jura : grève des aides-soignantes



À Foucherans, dans le Jura, les aides-soignantes de l'établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont en grève depuis le 3 avril.

L'établissement emploie actuellement seize aides-soignantes, dont seulement huit en CDI. Ce sont les titulaires qui se sont mises en grève, bientôt rejointes par des salariés du ménage et de la cuisine. Elles dénoncent leurs conditions de travail, ainsi que les conditions d'hébergement des personnes âgées, et réclament du personnel en plus, avec l'embauche de deux aides-soignantes, et des augmentations de salaire de 100 euros net. Les salaires ont actuellement de 1 250 euros net.

Ces aides-soignantes ont chacune onze toilettes à faire, ce qui leur laisse seulement un quart d'heure pour la toilette, le lever, l'aide à la prise du petit-déjeuner et des traitements, et la réfection du lit de chaque résident.

La direction rogne sur tous les budgets : alors que les résidents paient des loyers de 2 500 euros par mois, 3 euros par jour et par personne seulement sont consacrés à l'alimentation, au point que certains ont protesté car ils avaient faim. Le budget des gants étant rapidement épuisé, les aides-soignantes sont parfois obligées de faire les toilettes avec des sacs-poubelles aux mains pour éviter les contaminations bactériennes.

C'est à ce prix que les familles Mennechet et Péculier, propriétaires du groupe SGMR Les Opalines, sont la 400^e fortune de France en 2016, avec 150 millions d'euros, et que leur fortune a augmenté de 25 % en un an !

Pour tenter de briser la grève, la direction a fait

venir des intérimaires, du personnel d'autres Opalines qui, la plupart du temps, décident de ne pas rester afin de ne pas briser la grève, mais aussi en voyant les conditions de travail. La fille de la famille Péculier est même venue en personne faire quelques toilettes !

Lundi 24 avril, le PDG a fait le déplacement et a reçu les grévistes pour leur annoncer... qu'elles n'auraient rien du tout. La seule solution proposée était de bricoler les plannings du personnel pour mettre plus de monde le matin et moins le soir et les week-ends, bref, de déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Un rassemblement organisé le soir même a de nouveau regroupé 200 personnes à Foucherans. La grève continue et les grévistes attendent d'être reçues par l'Agence régionale de santé dans les prochains jours.

Correspondant LO

Le Havre : les salariés taclent Conforama

Samedi 22 avril, une partie du personnel de Conforama au Havre était en grève, tout comme dans plusieurs magasins de l'enseigne. Ils protestaient contre l'absence d'augmentation de salaire et réclamaient l'embauche en CDI des nombreux intérimaires.

Conforama, spécialisé dans la distribution de mobilier bon marché et d'électroménager, fait pourtant partie d'un groupe florissant qui aurait largement les moyens d'augmenter la masse salariale sans se mettre sur la paille. Le groupe sud-africain Steinhoff, qui a racheté Conforama en 2011, est le numéro 2 du meuble en Europe, où il talonne Ikea. Avec 90 000 salariés dans

44 pays, il n'a de cesse de grossir encore par de multiples rachats, même s'il a échoué dernièrement en ne réussissant pas à mettre la main sur Darty.

Ce qui a mis encore plus en colère les quelque 9 000 employés de Conforama est l'accord de naming (donner son nom à un stade, un club sportif) que leur patron vient de passer pour trois ans avec la Ligue de football professionnel. Pour un total de presque 10 millions d'euros par an, le championnat de Ligue 1 s'appellera désormais L1-Conforama.

Cette somme aurait permis d'attribuer 1 200 euros de prime à chaque salarié de Conforama

Correspondant LO

Isri – Merckwiller-Pechelbronn : un patron qui n'aime pas qu'on lui résiste

Le tribunal administratif de Strasbourg vient d'annuler l'autorisation de licenciement du délégué syndical CGT d'Isri accordée par le ministère du Travail en mars 2015.

La procédure engagée par la direction d'Isri à l'encontre de ce délégué avait commencé fin décembre 2010, suite à un mouvement de grève dans l'usine de Merckwiller-Pechelbronn, dans le Bas-Rhin, qui fabrique des sièges pour les camions Mercedes. À l'époque, devant les travailleurs qui revendiquaient de meilleurs salaires, le

patron avait sorti : « *Chez moi, pas de droit de grève !* »

Le délégué, licencié en mars 2015 et qui enchaîne depuis des CDD dans des entreprises allemandes, demande sa réintégration à poste équivalent et la réattribution de ses mandats syndicaux. Après des années de procédures, ce délégué va peut-être obtenir réparation, au moins partiellement, et tant mieux. Face à des patrons qui se croient tout permis, heureusement, des travailleurs résistent et ne se laissent pas faire.

Correspondant LO



La révolution étend son influence et "apprend tout en agissant"

Deux mois après la révolution de Février, les manifestations de Petrograd contre la continuation de la guerre entraînent la démission des ministres Goutchkov et Milioukov. Puis, du 14 au 22 avril (27 avril au 4 mai selon notre calendrier), les débats qui animent la 7^e conférence du Parti bolchevik montrent que la révolution continue à s'étendre en surface comme en profondeur. Les travailleurs imposent la journée de huit heures, organisent le ravitaillement et créent leurs milices : un contrôle ouvrier se met en place.

Le mot d'ordre « tout le pouvoir au soviets » est déjà une réalité vivante. Un délégué de la région de Moscou décrit ainsi la situation : « À Orekhovo-Zonevo, le pouvoir est aux mains des ouvriers. Le port d'armes sans autorisation du soviets local est interdit. Les paysans sont solidaires des ouvriers... Nous avons dans notre bourgade une tourbière qui appartient à des capitalistes. Nous sommes allés les voir et nous leur avons dit que, s'ils ne nous donnaient pas du combustible pour travailler, nous fermerions la fabrique. Le camarade Lénine a dit tout à l'heure qu'il faut que le soviets des députés ouvriers prenne le pouvoir. Eh bien ! chez nous, c'est déjà fait. »

Dans le bassin du Donetz, les ouvriers sont aux commandes de la ville ukrainienne de Lougansk, comme le raconte leur délégué : « Les mineurs sont partout : dans les commissariats et la milice, dans les soviets

de députés ouvriers et soldats. Ils exercent même les fonctions de juges. Ils sont les maîtres absolus des puits. »

Lénine tire ainsi les conclusions de cette réunion :

« Créer un réseau de soviets des députés ouvriers, soldats et paysans, telle est la tâche du jour. Toute la Russie se couvre déjà d'un réseau d'organes d'autonomie administrative locale. La "commune" peut elle aussi revêtir la forme d'organes d'autonomie administrative. La suppression de la police et de l'armée permanente, l'armement général du peuple, tout cela peut être réalisé par l'intermédiaire de ces organes. (...) Une activité valable, c'est de réaliser l'abolition de l'armée permanente, du corps des fonctionnaires et de la police, ainsi que l'armement général du peuple. (...) La guerre est devenue mondiale. Elle est faite par des classes déterminées et

engendrée par le capital bancaire. Le passage du pouvoir à une autre classe peut seul y mettre un terme. La paix ne peut rien changer tant que les classes dirigeantes gardent le pouvoir.

Il faut indiquer au prolétariat les mesures concrètes susceptibles de faire progresser la révolution. Faire progresser la révolution, cela veut dire réaliser d'autorité l'autonomie administrative. L'extension de la démocratie ne fait pas obstacle à l'autonomie administrative et permet de réaliser nos tâches. On ne peut terminer la guerre que par le passage du pouvoir à une autre classe – ce dont la Russie est plus près que tout autre pays – et en aucun cas par une trêve entre les capitalistes de tous les pays moyennant un troc dont les peuples que l'on étrangle feraient les frais. La "commune" convient parfaitement au paysan. La "commune" signifie l'autonomie administrative locale la plus

complète, l'absence de toute surveillance d'en haut. Les neuf dixièmes de la paysannerie doivent s'en montrer partisans.

La bourgeoisie peut se résigner à la nationalisation du sol si les paysans prennent la terre. En tant que parti prolétarien, nous devons dire que la terre à elle seule ne les nourrira pas. Il faudra donc qu'ils s'organisent pour la cultiver en commun. Nous devons être pour la centralisation, mais il est des moments où la tâche doit être exécutée sur le plan local, où nous devons

admettre le maximum d'initiative sur place. Les cadets se comportent déjà en fonctionnaires. Ils disent au paysan : "Attends l'Assemblée constituante." Notre parti est le seul à donner les mots d'ordre qui font réellement progresser la révolution. Les soviets des députés ouvriers sont parfaitement en mesure de créer partout des « communes ». La question est de savoir si le prolétariat a les capacités d'organisation nécessaires, mais c'est une chose qu'on ne saurait supputer d'avance, il faut apprendre tout en agissant. »



Une photo extraite du film La Mère, de Poudovkine, sur le mouvement révolutionnaire russe.

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste),
membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal avril 2017.

Toute correspondance à LUTTE OUVRIÈRE - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66 % de ce don et dans la limite de 20 % du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

Tarif des abonnements	Lutte ouvrière		Lutte de classe
	6 mois	Un an	Un an
France, Outre-mer	20 €	40 €	15 €
Outre-mer avion	28 €	56 €	17 €
Reste de l'Europe	38 €	76 €	20 €
Reste du monde	46 €	91 €	24 €

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia
Pour les malvoyants
 www.lutte-ouvriere-audio.org



Fête de Lutte Ouvrière

Samedi 3, dimanche 4, lundi 5 juin à Presles - Val-d'Oise

La Fête de Lutte ouvrière, c'est d'abord un grand rassemblement politique pour tous ceux qui se reconnaissent ou sympathisent avec nos idées. C'est un rassemblement

populaire placé sous le signe de la fraternité, dans un grand parc boisé, où des dizaines de milliers de personnes se retrouvent entre amis et en camaraderie.

Au détour des allées, c'est la possibilité de

déguster des spécialités culinaires de toutes les régions, de rire et de chanter avec les animateurs des rues, de jouer, d'écouter des concerts, d'assister à de nombreux spectacles, de participer à des débats historiques, politiques, scientifiques,

de voir des films...

Notre Fête est aussi l'occasion de s'informer et de discuter de la situation que vivent les travailleurs en France et dans d'autres pays. Cette année, elle sera l'occasion de faire le point sur la situation politique au cours des deux grands meetings de Nathalie Arthaud, le dimanche et le lundi

à 15 heures sur le Grand Podium.

À la Fête de Lutte ouvrière, il y en a pour tous les goûts et tous les âges. C'est l'occasion de vivre trois jours d'une autre vie.

Alors, réservez votre week-end des 3, 4 et 5 juin pour nous rejoindre à la Fête de Lutte ouvrière.

La Fête en musique

Animations aux détours des allées, Grand Podium, Théâtre de Verdure, Guinguette: la musique est à l'honneur pendant les trois jours de la fête.

Nous pouvons d'ores et déjà annoncer au Grand Podium:

La Canaille, rap engagé, rap indigné

Les Goguettes, un drôle

de «trio à quatre» qui détourne des chansons célèbres pour rire de l'actualité politique

Cumbia Ya!, onze musiciens pour une soirée aux rythmes endiablés de la cumbia colombienne

Michèle Bernard à l'accordéon pour un récital tendre et attachant

Volo: un duo de frangins

musiciens dont le nouveau spectacle de chansons fustige tous les maux du quotidien

Bonga: le grand interprète de la musique angolaise et ses musiciens qui animeront une soirée

La Compagnie Jolie Môme et ses chansons engagées théâtralisées, *Paroles de mutins*

Lire... s'enrichir sans voler personne

• **La librairie du château**: notre librairie générale, avec un large choix de romans, de témoignages, de livres historiques et politiques, en particulier ceux parus en poche.

• **La Cité du roman**: une sélection de romans et de témoignages, regroupés par pays. Des camarades

seront présents pour vous en dire plus sur chacun, si vous le souhaitez.

• **La librairie de la Cité des Sciences**: ouvrages d'actualité scientifique, d'histoire des sciences, de vulgarisation et livres sur les sujets abordés lors des conférences.

• **Sous les pavés, les**

pages: la librairie des livres d'occasion.

• **Toutes les publications de Lutte ouvrière**: dans la Cité politique.

• Aux chapiteaux Karl Marx et Friedrich Engels, de nombreux écrivains et historiens présenteront leurs ouvrages.

L'Arboretum

110 espèces différentes d'arbres du monde entier: l'eucalyptus assécheur de marais, l'araucaria désespoir du singe, le gingko biloba qui inventa le sexe dans l'arbre, une fougère arborescente, un palmier de Chine, des chênes, des arbres fruitiers, des séquoias d'Amérique, des platanes hybrides...

Cinq promenades commentées, durant 50 minutes et commençant toutes

les vingt minutes. Elles sont gratuites, mais il faut prendre sa contremarque à l'avance.

L'arbre, quel être étonnant! – **Les arbres voyageurs** – **L'arbre sensuel** – **L'arbre et les poètes** – **10 arbres, 10 histoires et une surprise!**: nouvelle visite avec des histoires sur les érables, les séquoias, les pins, les hêtres et bien d'autres encore!

Au pavillon de l'Arboretum

• **Francis Hallé**, botaniste, animera un débat

• **Une exposition**: Arbres remarquables de nos régions

• **Des ateliers**: L'arbre, ami des hommes, des oiseaux, des écureuils et... des champignons – Le bois c'est coton – Des graines étonnantes – Tour à bois – Mesurez un arbre.

À la Cité des Sciences: scientifiques et chercheurs

Des spécialistes viennent exposer de manière simple et accessible certaines de leurs recherches, et répondre aux questions du public.

• **Bernard Jegou** (chercheur Inserm): les perturbateurs endocriniens, un enjeu de santé publique

• **Kamil Fadel** (Palais de la découverte): la physique est partout

• **Puri Lopez-Garcia** (chercheuse CNRS): un site volcanique en Éthiopie et les débuts de la vie

• **Fanny Rybak** (chercheuse en neurosciences): la communication et l'intelligence chez les oiseaux

• **Didier Aubœuf** (chercheur en biologie): l'évolution des connaissances sur le cancer, et l'évolution des espèces

• **Catherine Vidal** (Institut Pasteur): masculin, féminin: genre et préjugés sur le cerveau

• **Gilles Fischer** (chercheur CNRS): l'évolution de la vie à travers les génomes

• **Samuel Alizon** (chercheur CNRS): Zika, sida, ebola, tuberculose: les maladies infectieuses

• **Bahia Guellai** (psychologie du développement): le développement de l'intelligence du bébé

• **Romain Gherardi** (ex-directeur de recherches Inserm): les vaccins oui, les adjuvants aluminiques non

• **Étienne Klein** (physique et philosophie des sciences): au pays d'Einstein

• **Eric Pelletier** (génomique environnementale): la mission Tara et la diversité de la vie dans les océans

• **Nicolas Tournadre** (chercheur en linguistique): la diversité des langues humaines

• **Vincent Coudé du Foresto** (Observatoire de Paris): les exoplanètes



Le parcours dans les arbres

On peut découvrir à la Fête un parcours aérien, où les aventuriers doivent se déplacer d'arbre en arbre... à plusieurs mètres de hauteur.

Pont de planchettes, de lianes, les obstacles sont nombreux et les sensations fortes. Une première série d'épreuves à 4 mètres de

hauteur, et un second parcours, à 6 mètres de hauteur, avec notamment une tyrolienne. Le parcours est homologué, et tout se déroule en pleine sécurité.

Attention: cette activité est accessible sous conditions d'âge (13 ans minimum) et de taille (1,50 m minimum). Tarif: 4 euros

Renseignements pratiques et programme sur le site: fete.lutte-ouvriere.org

La carte d'entrée, valable pour les trois jours, est disponible. Jusqu'au 7 mai, elle est vendue au tarif réduit de 12 euros. À partir du 8 mai, le tarif passera à 15 euros.

Les bons d'achat, d'un pouvoir d'achat de cinq euros pendant la Fête, vendus quatre euros, sont également en vente.

On peut se procurer cartes et bons d'achat auprès de nos camarades, sur le site (paiement par

chèque ou carte Visa) ou en écrivant à:

Lutte ouvrière - La Fête - BP 20029 - 93501 PANTIN CEDEX

Merci d'indiquer le nombre de cartes et de bons d'achat désirés, en joignant un chèque à l'ordre de Lutte ouvrière. N'oubliez pas de préciser à quelle adresse le tout doit être expédié et de donner un numéro de téléphone. Envoi franco de port.